



La nouvelle guerre froide et l'Afrique.

Les Européens au balcon...

Xavier Dupret

Mars 2023

109.472 signes

## Sommaire

<i>Résumé</i> .....	4
<i>Une intensification manifeste</i> .....	6
<i>Le retour de Bandung, de quoi s'agit-il ?</i> .....	16
<i>Impuissance européenne</i> .....	21
<i>L'Algérie entre Russie et Occident</i> .....	29
<i>Désillusions congolaises</i> .....	32

## **Table des illustrations**

Figure 1. <i>La progression de la Chine parmi les grands prêteurs internationaux entre 2000 et 2017 (en milliards de dollars)</i> .....	10
Figure 2. <i>Flux financiers de dette publique en 2019 (en milliards de dollars)</i> .....	13
Figure 3. <i>Perception de la Chine dans les différentes sous-régions du monde (2012-2022) ..</i>	15
Figure 4. <i>Perception des Etats-Unis dans les différentes sous-régions du monde (2012-2022) ..</i>	18
Figure 5. <i>Perception de la Russie dans les différentes sous-régions du monde (2012-2022)..</i>	20
Figure 6. <i>Composition des réserves internationales (2004-2022). Les principales devises ....</i>	23

## *Résumé*

La guerre en Ukraine laissera, d'évidence, des traces en Europe occidentale, si, du moins, cette dernière, ce qui constitue l'hypothèse la plus probable, reste attachée à l'architecture de sécurité atlantiste sur le Vieux Continent. La dépendance stratégique à l'égard des Etats-Unis implique une rupture sur le long terme avec la Russie et de sérieuses complications avec la Chine dans les années à venir.

Dans ces conditions, il serait rationnel de voir l'Europe occidentale chercher à développer de nouvelles relations avec l'Afrique. Nous verrons, par la suite, qu'il n'en est rien. Pourtant, la question de l'approvisionnement en matières premières des industries européennes constitue, un enjeu fondamental à moyen terme. Ce type de considérations ne ressortit pas exclusivement à des préoccupations économiques. Que pèse, en effet, sur le plan politique un continent, une nation lorsqu'elle est profondément dépendante de l'extérieur sur un plan technologique ? Les médias font (trop ?) souvent référence à la dépendance des Européens aux batteries chinoises pour les voitures électriques pour sans doute mieux dissimuler les conséquences fâcheuses que l'Acte de Réduction de l'Inflation (Inflation Reduction Act) adopté en août 2022 par le Congrès américain ne manquera d'avoir pour nos filières industrielles. Suite à l'adoption de cette législation protectionniste, des pans entiers de la production industrielle européenne seront délocalisés aux Etats-Unis.

Osons toutefois espérer que la question d'une politique industrielle européenne ambitieuse se pose enfin dans un avenir proche. C'est ici qu'intervient ce qu'il faut bien qualifier de grand malaise africain dans les politiques extérieures de l'Europe. Qu'il s'agisse du maintien en l'état du franc CFA, lequel correspond clairement à une devise néocoloniale, ou des opérations de maintien de l'ordre menées sous bannière française dans son ancien empire au risque de très légitimement heurter les sensibilités locales, force est de constater que jusqu'à présent, les Européens n'ont pas encore intégré l'idée de considérer les Africains comme des partenaires à part entière. Voilà pourquoi on vérifiera qu'en Afrique, la Chine et les Etats-Unis sont aujourd'hui très populaires, loin devant les anciennes métropoles européennes. Cette popularité va de pair avec le fait que l'euro, conçu au départ pour rivaliser avec le dollar, est une monnaie régionale importante mais n'a pas réussi à, loin de là, à détrôner le billet vert. Or, c'est par la politique monétaire que l'Europe de Maastricht cherchait à s'affirmer sur la scène internationale. Depuis, les crises à répétition de la zone euro et les inévitables marchandages internes auxquels elles donnent invariablement lieu ont fini par dégrader assez sérieusement le potentiel d'attractivité de l'euro comme devise de réserve, ce qui en dit long sur le niveau de puissance politique réel de sa puissance publique émettrice.

Des alternatives existent à cet état de choses. Elles supposent que les Européens se tiennent présents côte à côte avec de grands états africains, comme le Congo ou l'Algérie, pour le maintien de la paix dans des zones qui, comme le Sahel ou les Grands Lacs, sont aujourd'hui en proie à des troubles particulièrement meurtriers. Cependant, la difficulté réelle des élites

européennes à sortir de schémas néocoloniaux risque de renforcer la popularité de la Russie dans ces régions.

Comprenons-nous bien. Le propos ne consiste évidemment pas à se réjouir de cet engouement croissant pour la Russie dans certaines parties du continent africain, pas plus qu'à s'en lamenter d'ailleurs. Laissons plutôt les émotions au vestiaire. A contraire, analysons les choses froidement et rationnellement. Il n'est tout bonnement pas possible que les Européens détournent l'Afrique de la Russie (si tant est, d'ailleurs, que ce soit la volonté des Africains) en se contenant d'agiter l'index à la manière d'une institutrice maternelle mécontente lorsqu'elle gronde de petits enfants trop turbulents.

L'Europe doit avoir autre chose à proposer à l'Afrique que des leçons de morale. Puisse cette étude aider à pointer une série d'enjeux permettant d'esquisser, certes à très gros traits, les contours de cette salutaire rupture.

*Au départ de la présente étude, qui vise à situer l'influence sur le continent africain de la nouvelle tension bipolaire mettant, cette fois, aux prises la Chine et les Etats-Unis, on commencera par délimiter un cadre conceptuel adéquat permettant de cerner de plus près les contours de cette remontée de la conflictualité dans les relations internationales. On poursuivra en repérant que cette bifurcation correspond à une modification d'ensemble du régime d'accumulation du capitalisme contemporain à l'échelle internationale. Par régime d'accumulation, on désigne les stratégies développées en rapport avec des structures économiques, d'une part, et des alliances politiques nouées entre fractions de classe, d'autre part. Selon ce courant théorique, la fonction de l'appareil d'Etat consiste, dans cette configuration particulière, à assurer la cohérence fonctionnelle de l'ensemble<sup>1</sup>.*

La présente étude visera, dans un premier temps, à caractériser un ensemble de modifications prenant aujourd'hui forme en rupture avec les tendances observées au cours des 30 dernières années. On commencera par montrer que la « mondialisation heureuse » est derrière nous et pour longtemps. Lorsque l'internationalisation des échanges et des investissements s'est intensifiée après la chute du Mur (1989), un nouveau régime d'accumulation s'est mis en place. Il était principalement basé sur une alliance dans les pays centraux entre les catégories de revenus moyens en tant que fraction du salariat et les détenteurs de capitaux. Cette nouvelle alliance de classe constituait une rupture majeure par rapport à l'agencement des rapports de force sociaux qui, durant les Trente Glorieuses, avait vu la classe ouvrière, alors dominante, imposer, du moins dans les pays occidentaux, un pacte de non-agression au capital en intégrant dans un grand front de classe la paysannerie, les fonctionnaires et les employés du secteur tertiaire privé.

### *Une intensification manifeste*

Au début des années 1980, un nouveau cadre de gestion a émergé en Europe occidentale et aux Etats-Unis dans le but de contrer la stagflation (qui résultait de la combinaison d'une inflation à deux chiffres et d'une croissance molle). Deux mouvements concomitants ont alors caractérisé les politiques monétaires, d'une part, et la redistribution de la valeur ajoutée, d'autre part.

A cette époque, la remontée des taux directeurs des grandes banques centrales a conduit à un net raffermissement des taux d'intérêt réels qui a largement contribué à mater l'inflation. Par exemple, aux Etats-Unis, le taux d'intérêt réel moyen entre 1980 et 2007 équivalait à 5,6% alors que depuis la crise de 2008, il est inférieur à 2% en dépit des récents relèvements décidés par la FED<sup>2</sup>. Le contraste est saisissant.

Au sein des entreprises, le renchérissement du loyer de l'argent a modifié les principes de management en conférant à la valeur pour l'actionnaire (*shareholder value*) une place centrale dans les critères d'évaluation de la performance économique. La chasse aux coûts est devenue permanente tandis que les firmes se sont davantage concentrées sur leurs métiers les plus

---

<sup>1</sup> Jessop, Bob, Accumulation strategies, state forms and hegemonic projects in Clarke Simon (ed.), *The State Debate*, London, Palgrave Macmillan, 1991, pp. 157-182.

<sup>2</sup> Banque mondiale (base de données), Taux d'intérêts réels (%). Etats-Unis, février 2023.

profitables. C'est dans ces conditions que la sous-traitance dans les pays à bas salaires en voie d'industrialisation (en particulier, la Chine) s'est développée. La généralisation de la mise en concurrence des salariés a permis, pression à la baisse sur les rémunérations oblige, de contenir les prix.

Et l'actionnariat, pierre d'angle de la nouvelle gouvernance des entreprises, de se frotter les mains. Dans le foisonnement des analyses visant à rendre compte de l'actuelle remontée du niveau de l'inflation générale, le rôle de la valeur actionnariale est peu investigué. En effet, puisque le regain inflationniste de l'année dernière avait pour origine l'évolution du cours des produits énergétiques, il était commode de pointer la guerre en Ukraine. Cependant, on peut également expliquer cette tendance haussière par une insuffisance de longue date des investissements dans le secteur.

Les chiffres sont, à ce propos, aussi clairs qu'inquiétants. Si, par exemple, nous voulons tourner la page des énergies fossiles d'ici 2050, il faudra tripler le volume des investissements et doubler la fourniture d'électricité provenant de sources renouvelables, selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM). De surcroît, toujours d'après cette même source, la faiblesse des investissements ne permet pas de faire face au défi de la décarbonation à la seule échelle qui vaille, c'est-à-dire la planète. C'est ainsi que l'Afrique concentre actuellement 60% des meilleures zones du point de vue de l'ensoleillement tout en ne disposant que d'à peine 1% de la capacité photovoltaïque mondiale<sup>3</sup>.

Il est toutefois évident que la rentabilisation d'infrastructures solaires en Afrique ne peut s'envisager que sur le long terme, étant donné les limites bien connues de la demande locale. Or, le temps de la valeur actionnariale s'avère nettement plus court. C'est ainsi qu'il y a déjà de cela près de dix ans, les autorités européennes dénonçaient, dans un projet de texte législatif, une évaluation trop fortement déterminée dans le cas du capitalisme actionnarial par « des indices de marché sélectionnés sur une base trimestrielle par les gestionnaires d'actifs »<sup>4</sup>. Ce court-termisme continue, d'ailleurs, à affecter, le secteur de l'énergie puisque si les investissements y ont très vraisemblablement augmenté de 8% en 2022, la moitié de cette progression est corrélée à des coûts de fonctionnement plus élevés en raison précisément de l'inflation<sup>5</sup>.

Il semble donc, tout bien considéré, que le paradigme du capitalisme actionnarial conduise à un sous-investissement chronique qui, avec le temps, a fini par rouvrir la boîte de Pandore de l'inflation. La filière « énergie » n'est, d'ailleurs, pas la seule à être concernée par cette tendance. Le recours à des sous-traitants chinois commence également à poser problème. De ce point de vue, il convient de relever un excès de centralisation des chaînes de valeur plutôt qu'un éclatement de ces dernières. Pour le dire familièrement, nos grandes entreprises ont placé trop d'œufs dans le panier chinois afin de satisfaire les exigences de *returns* élevés de leurs actionnaires. Au fur et à mesure que les industries chinoises monteront en gamme à

---

<sup>3</sup> Organisation météorologique mondiale (OMM), Climate change puts energy security at risk, 11 octobre 2022.

<sup>4</sup> Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL modifiant la directive 2007/36/CE en vue de promouvoir l'engagement à long terme des actionnaires, et la directive 2013/34/UE en ce qui concerne certains éléments de la déclaration sur la gouvernance d'entreprise, 2014.

<sup>5</sup> International Energy Agency (IEA), World Energy Investment, 2022.

l'avenir, la production de l'Empire du Milieu dans les segments à faible ou moyenne valeur ajoutée diminuera, ce qui ne manquera pas de favoriser la hausse des prix d'une série de produits de consommation courante. Il s'agit là d'un deuxième écueil inflationniste inhérent à la primauté accordée à la valeur actionnariale dans la conduite des affaires dans nos pays en Occident.

L'Afrique est donc en train de voir les pays du centre capitaliste mondial progressivement rattrapés par la Chine dans la mesure où la stratégie globale de développement des Etats membres de l'OCDE basée sur la consécration du pouvoir de l'actionnaire tout-puissant est aujourd'hui bien en crise. Cette mutation qui travaille les Etats-Unis et l'Europe de l'intérieur depuis la Grande Récession de 2008-2009, quand les banques occidentales étaient toutes au bord de la faillite, fait les affaires de la Chine, et ce, essentiellement pour deux raisons.

Pour cerner la première d'entre elles, on scrutera les profondes différences structurelles existant entre le modèle économique chinois de son homologue occidental. L'Empire du Milieu, depuis la fin des années 1970, a mis en œuvre un capitalisme d'Etat alors que les Etats-Unis ont, au contraire, favorisé, à la même époque, un modèle néolibéral. Pour des esprits occidentaux biberonnés au ronron de l'idéologie dominante depuis des décennies, la notion même de capitalisme d'Etat s'apparente à une contradiction dans les termes (alors qu'il s'agit d'un cadre de régulation de la sphère économique bien documenté depuis sa mise en œuvre en Allemagne sous Bismarck).

Cette représentation caricaturale et principalement binaire des systèmes économiques, telle qu'on la retrouve chaque dimanche sur le plateau de RTL-TVI par exemple ou, pire encore, en compagnie de Sacha Daout de la RTBF, voudrait, en effet, que sous le capitalisme, seuls les particuliers sont propriétaires des moyens de production alors qu'en ce qui concerne le socialisme, il s'agit de la collectivité à travers un organe de planification centralisé. La réalité est infiniment plus complexe. Il existe néanmoins une configuration intermédiaire entre ces deux positions extrêmes. Il s'agit, en l'occurrence, du capitalisme d'Etat au sein duquel coexistent propriétés privée et publique du capital.

La dimension dirigiste s'avère, certes, assez centrale en ce qui concerne les méthodes d'actions inhérentes au capitalisme d'Etat. Pourtant, une appréciable marge de manœuvre en ce qui concerne l'initiative économique privée doit également être signalée, quoique davantage encadrée que dans une économie de marché classique puisque dans un tel système, ce n'est pas exclusivement le libre jeu de l'offre et de la demande qui détermine la fixation des prix.

La formation de ces derniers y relève beaucoup plus directement du domaine de la décision publique et donc du Politique. Il va de soi que pour un partisan du libéralisme anglo-saxon (mais aussi un zadiste décroissant), une telle configuration constitue une incongruité, voire carrément un contresens.

Cela dit, la montée à l'échelle mondiale du capitalisme d'Etat chinois a été anticipée, il y a déjà de cela plus de 15 ans, par la prestigieuse revue *Foreign Affairs* comme une forme de

concurrence vis-à-vis du modèle de capitalisme néolibéral anglo-saxon<sup>6</sup>. La Chine s'est, comme on peut le constater jour après jour, de plus en plus affirmée en tant que grande puissance tant et si bien qu'on peut, avec le recul, constater que les experts de *Foreign Affairs* avaient vu juste. Les logiques de fonctionnement de l'économie de marché et du capitalisme d'État chinois sont, comme nous l'avons vu, sensiblement éloignées l'une de l'autre.

Or, chaque fois que la Chine étend son influence dans le monde, elle entend le faire conformément à son modèle de référence. L'Afrique est donc aujourd'hui séduite par ce logiciel puisque le kit de solutions néolibérales, encore dominant aujourd'hui en Occident (mais pour combien de temps encore ?), n'a plus l'air de trop bien fonctionner. Ce n'est pourtant pas le seul facteur qui permet d'expliquer la popularité croissante de la Chine en Afrique.

Durant de nombreuses années, la Chine a, en effet, investi dans les infrastructures en Afrique en prenant le contrepied des Occidentaux, et spécialement des Européens. En effet, ces derniers soumettent classiquement leur aide à l'Afrique à un certain nombre de conditionnalités en termes de gouvernance (un concept dont il faudra mener une critique plus substantielle que celle du Café du Commerce), de primauté du droit et de respect des droits humains. L'opposition avec l'approche chinoise est évidente puisque Pékin ne conditionne pas l'octroi de financements à l'Afrique à des considérations sociétales extra-économiques.

Dans un continent où le souvenir de la colonisation est resté vivace, la pratique des conditionnalités pourrait aisément passer pour une forme de retour des gentils missionnaires blancs. De ce point de vue, il est grand temps, comme nous le verrons par la suite, que les Européens changent radicalement de stratégie à l'égard de l'Afrique car la possibilité de partenariats avec cette région du monde reste possible et est même souhaitée par les Africains eux-mêmes, mais à condition de les considérer comme des partenaires à part entière.

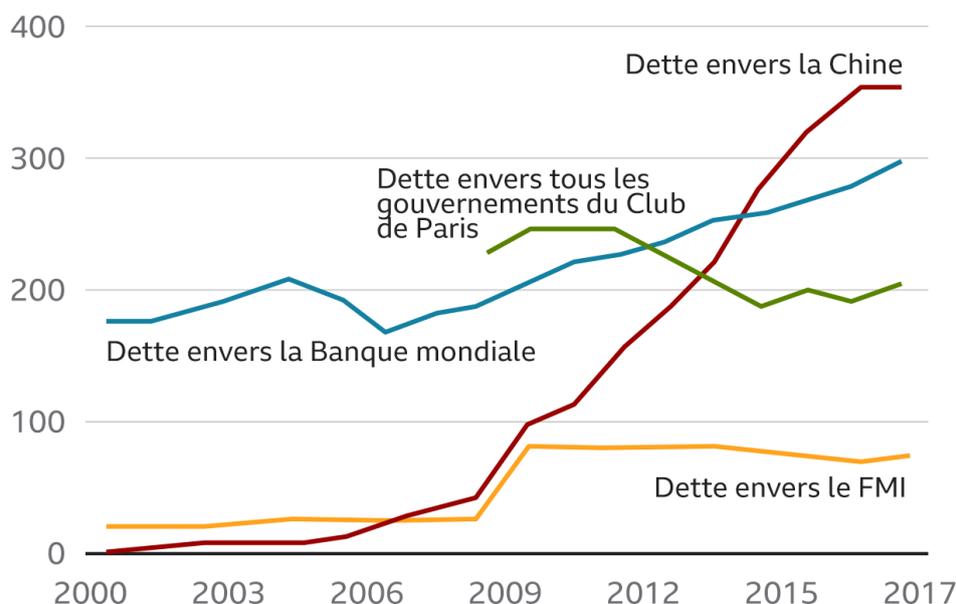
En tout état de cause, la Chine est devenue le plus grand prêteur à destination des pays du Sud depuis des années déjà. Le volume total des prêts chinois au bénéfice des pays à revenus faibles ou intermédiaires entre 2000 et 2018 oscillerait entre 250 et 370 milliards de dollars. Pour la période s'étalant de 1950 à 2018, ce montant serait de 520 milliards de dollars<sup>7</sup>. Un rapide exercice de comparaisons avec l'activité de prêts des États et des organisations occidentales permet de dresser le tableau suivant.

---

<sup>6</sup> Bremmer, Ian, « State Capitalism Comes of Age: The End of the Free Market? » in *Foreign Affairs*, vol. 88, n°3 (mai/juin 2009), pp. 40-55

<sup>7</sup> Sebastian Horn, Carmen M. Reinhart, Christoph Trebesch, CHINA'S OVERSEAS LENDING, NATIONAL BUREAU OF ECONOMIC RESEARCH, Working Paper 26050, juillet 2019, p.11.

**Figure 1. La progression de la Chine parmi les grands prêteurs internationaux entre 2000 et 2017 (en milliards de dollars)**



Sources : Sebastian Horn, Carmen M. Reinhart, Christoph Trebesch, China's overseas Lending, National Bureau of Economic Research, Working Paper 26050, juillet 2019. Banque mondiale, juillet 2022, Club de Paris, septembre 2022 et BBC News Afrique, 7 janvier 2022 (Url : <https://www.bbc.com/afrique/monde-59894056>).

Le moins que l'on puisse dire est que la Chine a supplanté les grandes organisations occidentales depuis l'an 2000. A cette époque, alors que la Chine n'avait développé aucune activité de prêt vis-à-vis de l'étranger, la Banque mondiale et le FMI (qui ont été fondés, nous reviendrons sur ce point important par la suite, en même temps en 1944 lors de la Conférence de Bretton Woods aux Etats-Unis) étaient les seuls fournisseurs de capitaux à destination du Sud. Jusqu'à la crise financière de 2007-2008, la Chine est, somme toute, restée très discrète sur le front des prêts internationaux avec un volume de prêts en 2008 de l'ordre d'une quinzaine de milliards de dollars.

Depuis, on ne peut que signaler une fulgurante progression. En effet, le volume des prêts consentis par l'Empire du Milieu équivalait à 370 milliards de dollars en 2017. Cette augmentation est particulièrement impressionnante puisqu'il s'agit d'une multiplication par près de 25. Ce fait doit être souligné. Il montre qu'en à peine une génération, la Chine est devenue un acteur incontournable sur les marchés de capitaux, du moins au Sud de la planète. Si l'on mesure ce progrès en analysant cette évolution d'un point de vue bilatéral (c'est-à-dire en comparant des Etats pris individuellement dans leurs relations avec le reste du monde), la Chine est aujourd'hui, et de loin, le premier pays en termes de prêts accordés à des partenaires

étrangers. Pour s'en convaincre, on prendra les pays du Club de Paris comme point de repère afin d'établir des comparaisons.

Pour information, le Club de Paris désigne un groupe informel de pays détenant des créances à l'égard d'autres Etats. A deux exceptions près (en l'occurrence, la Russie et le Brésil), il ne regroupe que des Etats occidentaux. Du point de vue de son fonctionnement, il consiste, en fait, en un syndicat de grands créanciers publics qui se coordonnent et se penchent au chevet des pays connaissant des difficultés de paiement. Pour la petite histoire, le Club de Paris a été fondé en 1956 alors que l'Argentine entrait à nouveau (et ce ne serait pas la dernière fois dans son histoire économique que l'on sait tourmentée) en défaut de paiement sur sa dette extérieure<sup>8</sup>.

Les chiffres donnent le tournis. Alors qu'en 2010, la Chine détenait pour une centaine de milliards d'euros de prêts sur des pays tiers, le Club de Paris se situait loin devant avec un stock de créances de 250 milliards de dollars à la même époque. Sept ans plus tard, la Chine avec 370 milliards de dollars US de prêts consentis se situait loin devant le Club de Paris (20 milliards de dollars). Autrement dit, et en ce qui concerne l'Afrique, il s'agit d'une donnée d'une portée symbolique et politique de tout premier plan. En effet, alors que les anciennes métropoles coloniales et leurs alliés états-uniens sont moins enclins à prendre du risque en misant sur le développement économique et industriel de l'Afrique, la Chine délie, et largement, les cordons de la bourse. Comment, dans ces conditions, le gouvernement chinois ne deviendrait-il pas un partenaire plus attrayant pour les capitales africaines de la Méditerranée au Cap de Bonne-Espérance?

Cette progression n'a, d'ailleurs, pas manqué de chagriner, il y a peu, le chancelier allemand Olaf Scholz, lequel déclarait que les prêts octroyés par la Chine au Sud global constituent un risque systémique susceptible de déboucher sur une nouvelle crise financière<sup>9</sup>. Pour se convaincre du caractère profondément approximatif de cette assertion abondamment relayée par les médias occidentaux, il faut comprendre comment fonctionne dans le concret l'activité de prêt des acteurs chinois en Afrique. La chose est assurément technique mais s'attaquer à ce genre de thèmes arides s'avère impératif quand on ne veut pas cantonner son propos à des généralités car mieux comprendre les techniques formant l'ossature infrastructurelle d'une époque, pour un matérialiste, cela revient à comprendre le Politique en son intimité la plus subtilement dissimulée au regard profane des masses. Après tout, les marxistes savent depuis longtemps (1847, pour être plus précis) que « le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain [et] le moulin à vapeur, la société avec le capitaliste industriel » (Karl Marx, *Misère de la Philosophie*, 1847).

Les inquiétudes d'Olaf Scholz, quitte à être crû dans le propos, tiennent davantage de la peur occidentale d'être déclassé comme prêteur de référence unique dans le monde que de l'analyse lucide et pondérée. Pour s'en convaincre, regardons les choses d'un peu plus près.

---

<sup>8</sup> Pour plus de précisions, lire Galasso, Norberto, *De la banca Baring al FMI. Historia de la deuda externa argentina 1824-2001* (2<sup>ème</sup> édition), Ediciones Colihue, Buenos Aires, 2008, p. 385.

<sup>9</sup> Yan Barcelo, Les prêts de la Chine au Tiers-Monde inquiètent, in *Finances et Investissement*, édition mise en ligne du 23 novembre 2022

Comme nous l'avons vu auparavant, les pays vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale ont, à l'occasion de la conférence de Bretton Woods (juillet 1944), posé les fondements d'une nouvelle architecture financière et monétaire mondiale dans le but de relancer le commerce mondial et favoriser la reconstruction. Pour cela, ils ont créé deux organisations : la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI). Alors que les missions du FMI correspondent essentiellement à des objectifs de stabilisation financière et macroéconomique, la Banque mondiale est spécialisée dans les problématiques de développement et de réduction de la pauvreté. Cette origine commune autorise évidemment à additionner les interventions du FMI et de la Banque mondiale afin de dresser des comparaisons dans le temps. De plus, comme ces organisations sont largement dominées par les Etats-Unis, on peut, là encore, sans difficultés, additionner à leurs volumes de prêts celles du Club de Paris.

Toutefois, il nous faudra exclure les prêts accordés par la Russie et le Brésil puisque ces deux pays, pourtant membres du Club, ne font pas partie du bloc occidental coalisé autour de Washington. Les prêts de la Russie, au cours des dernières années, ont été principalement dirigés vers l'Afrique et l'Amérique latine. Par cette activité de prêts auprès de gouvernement étrangers, la Russie a joué un rôle d'appoint pour le développement de certains pays. Les entreprises russes, en raison d'une faiblesse relative face à leurs consœurs occidentales ou chinoises, étaient, jusqu'à la guerre en Ukraine, à la recherche permanente d'opportunités d'investissements dans des pays où les autres acteurs transnationaux privés ne se pressent pas spécialement au portillon en raison de risques importants sur les plans politiques ou financiers.

En définitive, la Russie présente ses prêts comme une source d'argent relativement facile et une alternative viable aux institutions financières internationales, dans une tradition qui remonte à l'époque soviétique. Cette orientation contraste « quelque peu avec la Chine, qui adopte une approche globalement plus prudente »<sup>10</sup>. Au total, on note que les investissements directs étrangers (IDE) de la Russie ont atteint 23 milliards de dollars en 2019, une baisse significative par rapport aux 36 milliards de l'année précédente<sup>11</sup>.

En ce qui concerne le Brésil, l'aide au développement accordée par Brasília était de 612,43 millions de dollars en 2020. Ce constat correspond au profil d'un pays émergent latino-américain qui est, d'un point de vue de comptabilité publique, nettement plus importateur qu'exportateur de capitaux. Au total, les prêts des pays occidentaux appartenant au club de Paris (c'est-à-dire sans la Russie et le Brésil) s'élevaient, en 2017, à 177 milliards de dollars. Si l'on additionne ce montant à celui des autres sources occidentales de financement (c'est-à-dire la Banque mondiale et le Fonds monétaire international), on obtient un volume de financement en provenance de l'Occident de l'ordre de 560-570 milliards de dollars, c'est-à-dire 200 milliards de plus que la Chine. Ce petit exercice de comptabilité nous livre une leçon politique des plus appréciables. Dans ces conditions, la Chine ne peut, à elle seule, être jugée responsable des situations de surendettement et des problèmes de solvabilité au Sud. On

---

<sup>10</sup> Karel Svoboda, *Russia's Loans as a Means of Geoeconomic Competition in Africa and Latin America in Problems of Post-Communism*, juillet 2022, p.3.

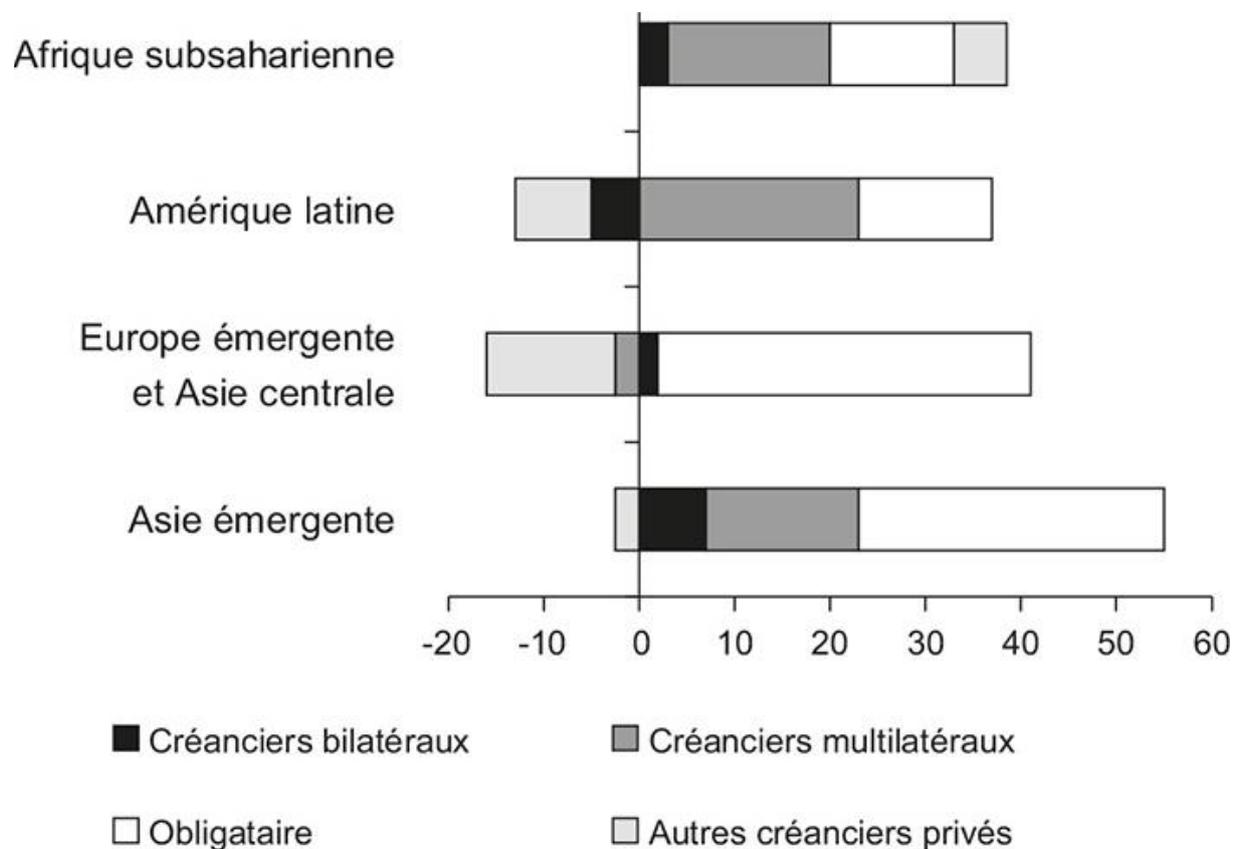
<sup>11</sup> Karel Svoboda, *op.cit.*, pp.4-5.

peut donc interpréter les « inquiétudes » du chancelier allemand comme une volonté de faire pression sur les pays émergents pour qu'ils limitent leurs relations avec la Chine.

En effet, après la vague inflationniste de 2022 et la remontée des taux d'intérêt en Europe et aux Etats-Unis, les pays émergents sont particulièrement fragiles. L'année 2023 ne sera pas une sinécure par ces Etats. Les spécialistes des agences de notation estiment que la croissance des émergents hors Chine chute à 2%, en lieu et place des 3,5% constatés en 2022. Ce sont les pays importateurs nets d'énergie et de produits alimentaires qui seront les plus vulnérables à l'élévation du niveau des prix qui plombera le niveau de leurs déficits publics et leurs comptes extérieurs.

Comme dans le cas du Sri Lanka ou du Ghana, des opérations de restructuration des dettes se profilent à l'horizon. Pour fixer les choses de manière objective, on précisera qu'à la fin de l'année 2019, la dette extérieure des pays moins développés à revenus faibles et intermédiaires s'élevait à plus de 8.000 milliards de dollars. Or, une très faible partie de cet endettement correspond à un financement faisant intervenir des prêts bilatéraux (parmi lesquelles, on retrouve les emprunts accordés par la Chine). Le graphique qui suit le prouve très clairement.

**Figure 2. Flux financiers de dette publique en 2019 (en milliards de dollars)**



Source : Fabre, Camille, et Clément Marsilli. « Dette des pays émergents et en développement: panorama des années 1970 à la crise actuelle » in *Revue d'économie financière*, vol.141, n°1, 2021, p.10.

Les chiffres dont il est ici question représentent des flux, c'est-à-dire qu'ils mesurent pour chaque région émergente concernée la différence entre les rentrées résultant de l'octroi d'emprunts et les sorties correspondant à des remboursements. On s'aperçoit que les prêts bilatéraux ne concernent qu'une très faible des emprunts des pays émergents. Pour l'Amérique latine, cette source de financement se caractérise, d'ailleurs, par un flux négatif, c'est-à-dire que les pays de la région remboursent davantage leurs pays partenaires qu'ils ne sont financés par ces derniers. Ils sont, en fait, davantage tributaires des marchés. Pour l'ensemble des mondes en émergence, l'accroissement des dettes extérieures provient, pour l'essentiel, des organisations multilatérales (dont nous avons vu qu'elles étaient très largement occidentales) et des emprunts obligataires qui correspondent à des opérations d'endettement sur les marchés financiers.

Or, ces derniers sont encore très largement dominés par les Occidentaux. Cet état de choses correspond au fait que le gouvernement chinois a choisi de ne pas libéraliser son secteur financier. Que l'on s'en réjouisse ou que l'on s'en lamente, force est effectivement de constater qu'en Chine, il existe une très nette « subordination des circuits financiers (prêts bancaires, émissions obligataires, etc.) aux fins de la politique économique »<sup>12</sup>. Par conséquent, les activités spéculatives des acteurs financiers chinois sont forcément plus limitées que dans nos pays où le secteur a été fortement dérégulé depuis la grande offensive néolibérale des années 1980-1990. Voilà pourquoi la taille du marché financier chinois reste encore limitée. Dans ces conditions, il est difficile d'imaginer l'organisation de transactions entre acteurs financiers chinois à partir d'obligations libellées en dollars par des pays étrangers.

Cela sera peut-être le cas dans à l'avenir. Nul ne peut, en effet, jurer de rien pour l'éternité mais en l'état actuel des choses, cette hypothèse peut être écartée sans aucune espèce d'ambiguïté.

Nous venons de prouver que les deux grandes sources d'endettement des pays émergents sont essentiellement le fait d'acteurs et d'institutions occidentaux, contrairement à ce que pourraient laisser croire les déclarations du chancelier allemand. Or, les grandes banques centrales (BCE et FED) des deux côtés de l'Atlantique (nord) se sont engagées dans un sérieux mouvement de raffermissement de leurs taux directeurs dans le but de combattre la remontée de l'inflation. Comme nous l'avons vu, cette augmentation du loyer de l'argent sur les marchés mondiaux risque de poser un sérieux problème à bien des pays émergents. Dans ces conditions, le climat de dénonciation des excès de la finance chinoise pourrait s'interpréter comme un signal adressé aux émergents invitant ces pays à revoir drastiquement à la baisse leurs relations de financement et d'investissement avec la Chine afin de pouvoir bénéficier de bonnes conditions de renégociation avec les Occidentaux.

Un rapport de forces est donc en train de se dessiner. Cependant, rien ne dit que cette manœuvre occidentale puisse fonctionner à l'avenir car l'attrait de la Chine chez les autres

---

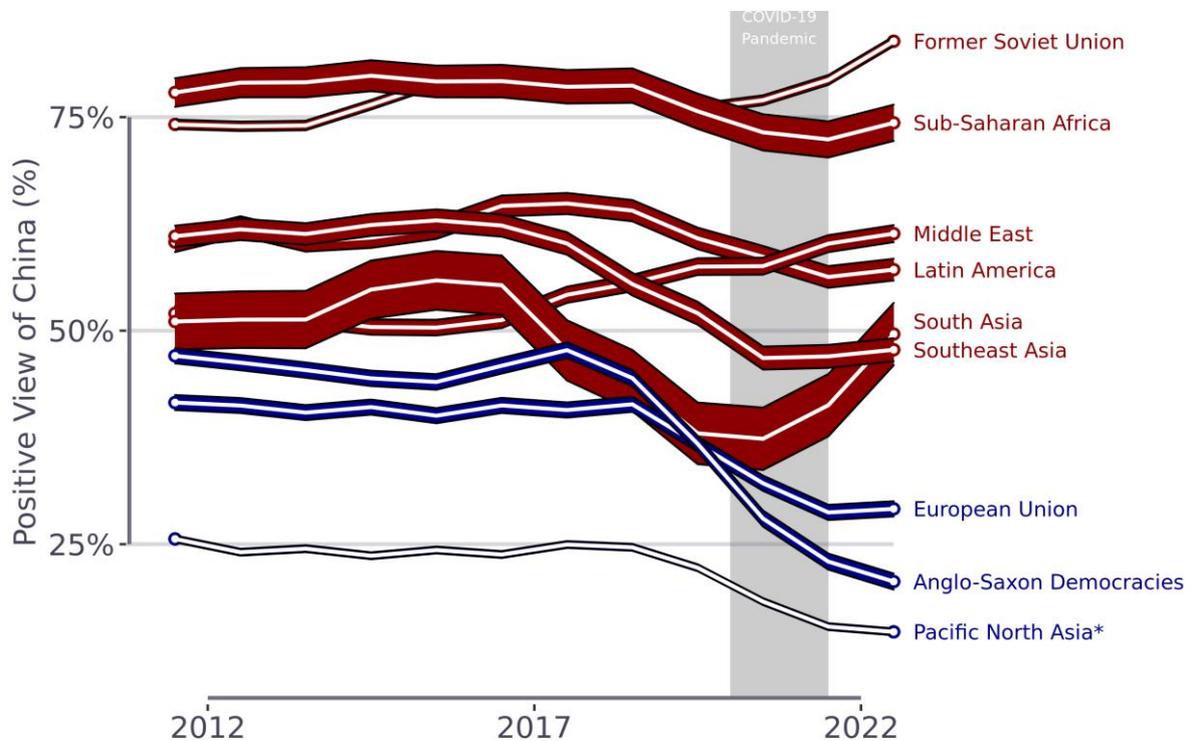
<sup>12</sup> Nathan Sperber, *Une finance aux ordres. Comment le pouvoir chinois met le secteur financier au service de ses ambitions*, Institut Rousseau, article mis en ligne le 5 décembre 2020.

émergents repose plus fondamentalement sur un autre facteur, autrement plus déterminant pour l'avenir que le seul secteur financier, ce dernier pour le dire familièrement, ne vivant que des profits qu'il ponctionne à partir des branches productives de l'infrastructure économique (notamment, l'industrie).

En effet (et c'est là une troisième cause évidente de l'intensification des relations entre l'Afrique et la Chine), l'économie chinoise progresse de plus en plus rapidement dans la conception et la production de biens intégrant une technologie complexe. A terme, des biens à haute valeur ajoutée fabriqués en Chine à des prix compétitifs seront donc disponibles au bénéfice des pays de la Périphérie. Pour l'Afrique subsaharienne, il s'agit là d'un facteur de modernisation non-négligeable.

Nous avons déjà signalé le cas des aménagements nécessaires à l'exploitation de l'énergie solaire. Cette dernière va s'avérer cruciale pour permettre la distribution d'une source d'énergie bon marché. Or, la Chine est devenue récemment le premier producteur mondial d'énergie solaire. On doit également évoquer le cas des systèmes et outillages de production de plus en plus conçus et construits en Chine et qui permettront au continent d'enfin connaître un développement industriel, en dehors des matières premières et du secteur extractif. On comprend, dès lors, mieux pourquoi aujourd'hui, en Afrique subsaharienne, la perception de la Chine est globalement très positive même si elle semble plafonner depuis quelques années, comme le prouve le graphique qui suit.

**Figure 3. Perception de la Chine dans les différentes sous-régions du monde (2012-2022)**



Source : Foa, R.S., Mollat, M., Isha, H., Romero-Vidal, X., Evans, D., & Klassen, A.J., « A World Divided: Russia, China and the West », University of Cambridge (United Kingdom), Centre for the Future of Democracy, 2022, p.17.

En lisant attentivement ce graphique, on constate qu'après l'ancienne URSS, c'est en Afrique que la Chine jouit de la meilleure image avec un taux global d'appréciation positive de l'ordre de 75%. Ce taux d'approbation est globalement stable depuis une dizaine d'années. Il n'y aurait donc rien d'étonnant à ce que la coopération entre l'Afrique subsaharienne et la Chine continue à prospérer et s'intensifie dans les années à venir.

En tout état de cause, les résultats de cette enquête prouvent que la Chine, contrairement à ce que l'on a déjà pu lire dans les médias hégémoniques (spécialement sous la plume de l'ancien Directeur du think-tank de la Fondation Madariaga liée au Collège d'Europe), est loin, très loin de se montrer « incapable d'exercer un *soft power* quelconque, compte tenu de la singularité de son modèle et de son héritage civilisationnel, langue chinoise comprise »<sup>13</sup>. On en viendrait presque à demander aux journaux dits de référence de demander des excuses au public pour avoir consacré un espace rédactionnel aussi conséquent à des textes que la réalité du Sud, du moins si l'on veut l'interroger objectivement, dément à ce point. En revanche, on aurait tort de penser que la Chine et l'Afrique subsaharienne ne formeront qu'un seul bloc dans les années à venir. On peut, en revanche, pointer un très probable retour de l'esprit de Bandung dans les relations Nord-Sud, spécialement en Afrique.

#### *Le retour de Bandung, de quoi s'agit-il ?*

Bandung est une ville indonésienne dans laquelle s'est tenue, en avril 1955, une conférence réunissant les représentants pays d'Asie et d'Afrique décolonisés, parmi lesquels dont Nasser (Égypte), Nehru (Inde), Sukarno (Indonésie), Chou Enlai (Chine), mais aussi des leaders mouvements de libération nationale comme le FLN algérien (à l'époque, cela faisait huit ans que la Guerre d'Algérie avait éclaté) ou Kwame Nkrumah qui menait, à l'époque, la lutte pour l'émancipation du Ghana vis-à-vis de l'Empire britannique. Cette conférence constitue le point de départ de l'irruption du Sud que l'on nomme, à l'époque, le Tiers-monde sur la scène mondiale.

A l'issue de la conférence de Bandung, les participants proclament leur attachement à la lutte pour l'autodétermination des peuples et leur volonté de promouvoir une politique étrangère de non-alignement consistant à jouer entre les blocs, occidental et soviétique, se faisant face durant la guerre froide. Cinq ans plus tard, la décolonisation battra son plein en Afrique puisque l'année 1960 est désignée dans l'histoire du continent comme étant celle des indépendances. A cette époque, les empires coloniaux, français et belges sont démantelés. Seuls l'Espagne et le Portugal, à l'époque dirigés par des régimes fascistes, conservent leurs possessions territoriales en Afrique. Ces dernières seront libérées en 1975 au moment de la Révolution des Œillets dans le cas du Portugal ou l'après-franquisme en ce qui concerne l'Espagne.

On peut rapprocher l'actuelle montée des BRICS comme une période comparable (mais non entièrement assimilable, bien sûr) à celle de Bandung. Avec l'affirmation de grands pays émergents, le néolibéralisme occidental, complètement triomphant, se voit concurrencé par

---

<sup>13</sup> Lire à ce sujet Pierre Defraigne, *La Chine est-elle comparable à l'Allemagne de Bismarck ou à la Russie de Staline?*, Tribune parue dans La Libre Belgique, édition mise en ligne du 24 août 2020.

des formes de capitalisme d'Etat conjuguant à la fois une grande ouverture sur le monde avec une forte présence étatique dans les rouages de leurs économies nationales.

Plus personne aujourd'hui n'ignore la formidable percée de la Chine en Afrique sans doute parce que précisément des politiques économiques de développement associant les pouvoirs publics locaux à des investisseurs étrangers (sur le modèle chinois des *joint ventures* mettant sur un pied d'égalité les entreprises locales et leurs partenaires occidentaux) est aujourd'hui plus à même de séduire les Africains que les injonctions des grandes institutions financières internationales qui servent le plus souvent de relais (le mot est faible) au néocolonialisme en insistant sur une ouverture aux flux de capitaux sans pour autant offrir de garantie en termes de développement industriel national. On notera que jusqu'à présent, l'Afrique (tant du Nord que subsaharienne) n'est inscrite à l'agenda des grands investisseurs internationaux occidentaux qu'en vue de l'exploitation des matières premières sans opérations de transformation ultérieure. On citera, pour s'en convaincre, le cas de la République Démocratique du Congo (RDC) et des mines du Katanga.

L'Europe risque de très vite se retrouver hors-jeu si sa vision de l'Afrique n'évolue pas. C'est ainsi que très récemment, les autorités chinoises se sont déclarées « déterminées à accompagner la République démocratique du Congo dans le redressement de son industrie minière. C'était au cours d'une audience que l'ambassadeur de la Chine en RDC a eu avec la ministre des Mines, Antoinette N'samba Kalambay » le vendredi 3 février 2023<sup>14</sup>.

Alors que la Chine progresse à pas de géants dans ses relations avec l'Afrique, force est de constater que l'Europe fait du surplace. Pis que cela, elle semblait, à l'heure où ces lignes étaient écrites (début mars 2023), régresser à pas de géant (ce qui est, mine de rien, un comble quand on est un nain géopolitique). On en voudra pour preuve le discours imbibé de néocolonialisme d'Emmanuel Macron à Kinshasa à l'occasion de sa tournée africaine du début du mois de mars, laquelle n'a pas manqué de faire jaser dans les gazettes, et sans doute également, les chancelleries, africaines.

En tout état de cause, l'échange musclé avec le président Tshisekedi par lequel s'est conclu le petit sermon macronien a été très remarqué dans les médias africains. Il est vrai que la manière dont le président congolais a recadré son homologue français fut des plus virulentes : « Si la France veut être aujourd'hui en compétition avec tous les autres partenaires de l'Afrique, elle doit se mettre au diapason de la politique africaine et de la manière dont les peuples africains regardent désormais les partenaires de coopération »<sup>15</sup>. On se saurait être plus clair.

Pourtant, on aurait tort de croire que l'Occident, dans son ensemble, est mal vu en Afrique. A vrai dire, c'est surtout le passé colonial (et, au passage, le présent néocolonial) de l'Europe qui ne passe plus en Afrique. Il faut que les Européens en finissent avec la Françafrique et les « liens privilégiés de la Belgique avec l'Afrique centrale » pour reprendre une formule bien

---

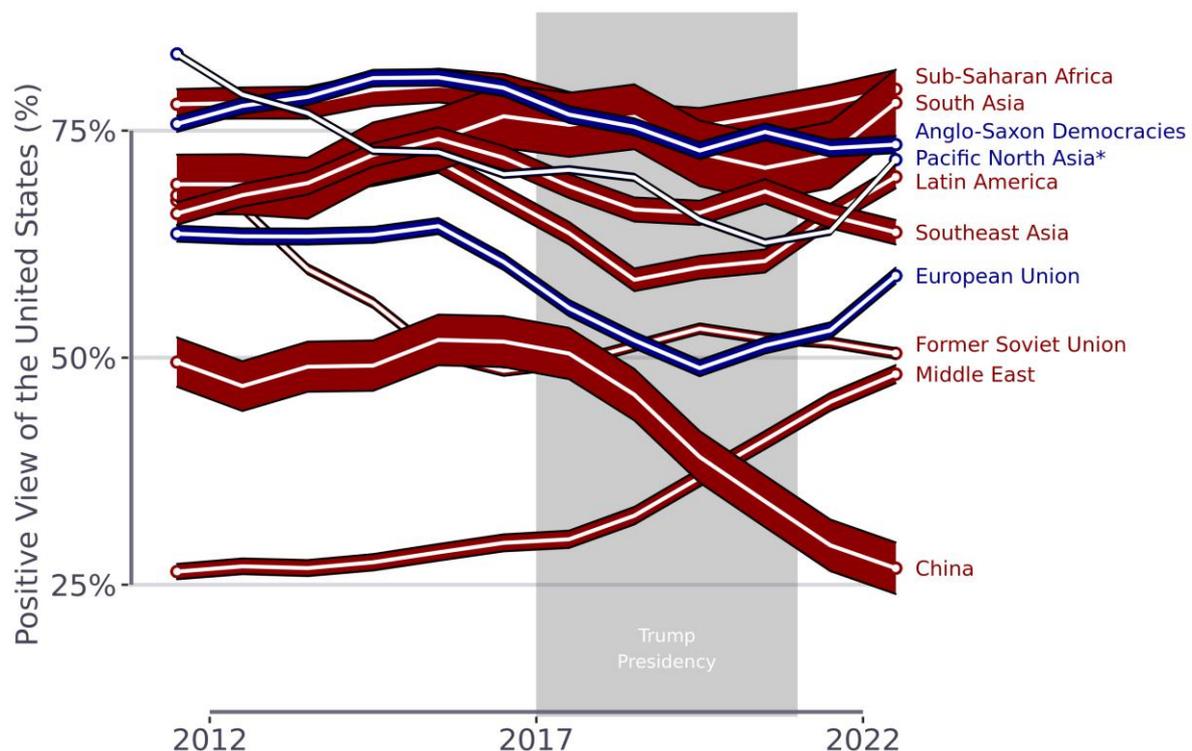
<sup>14</sup> Politico magazine (RDC), RDC : La Chine s'engage à accompagner le redressement de l'industrie minière et la création d'industries de transformation des matières premières, édition mise en ligne du 4 février 2023.

<sup>15</sup> Politico magazine (RDC), Tshisekedi à Macron: « Regardez nous autrement en nous respectant. La Françafrique n'existe plus », édition mise en ligne du 4 mars 2023.

connue de ce côté-ci du clivage Centre-Périphérie. Pour appuyer cette hypothèse, on se référera utilement au graphique suivant.

Il nous renseigne sur l'évolution de la perception des Etats-Unis dans le monde. On pourra constater, que cela plaise ou non, que leur image ne s'est pas fondamentalement dégradée en Afrique, contrairement à d'autres régions du monde.

**Figure 4. Perception des Etats-Unis dans les différentes sous-régions du monde (2012-2022)**



Source : Foa, R.S., Mollat, M., Isha, H., Romero-Vidal, X., Evans, D., & Klassen, A.J., op.cit, p.19.

En regardant ce tableau, on voit clairement qu'en Afrique subsaharienne, les Etats-Unis restent très populaires alors qu'au Moyen-Orient et en Chine, une majorité de personnes sondées ont une opinion mauvaise voire exécration de l'Oncle Sam. Ce n'est clairement pas le cas de l'Afrique où 75% du panel sondé a une bonne image des Américains, soit autant que la Chine. Cette équidistance entre les deux grands pôles de l'hégémonie mondiale ne peut que faire songer au paradigme de la logique du non-alignement portée sur les fonts baptismaux par la conférence de Bandung.

Ce retour à l'esprit de Bandung profite également beaucoup, dans le cas de l'Afrique, à la Russie. Chacun garde en mémoire le vote à l'assemblée générale de l'ONU de mars 2022 qui a suivi l'éclatement du conflit en Ukraine. A l'époque, les Occidentaux ont pu constater, à leur grande surprise, que les pays africains, loin de se ranger comme un seul homme derrière les Etats-Unis et l'Union européenne, adoptaient une attitude plus nuancée, soit en

condamnant mais sans adhérer à un programme de sanctions soit en s'abstenant, sachant, par ailleurs, que seule l'Érythrée s'était opposée, à l'époque, à condamner la Fédération de Russie. Au total, 19 pays africains (sur 54 Etats reconnus) avaient refusé, à l'époque, d'emboîter le pas aux Occidentaux.

En février de cette année, l'Assemblée générale de l'ONU s'est à nouveau prononcée au sujet du conflit ukrainien. A l'occasion, on a pu observer que certains pays ont évolué dans leur vote.

Le Maroc qui avait pratiqué la politique de la chaise vide en mars dernier, cette fois, condamné l'action de la Russie. Le Sénégal qui s'était abstenu en 2022, l'an dernier, s'est absenté cette année. La Guinée, qui était absente lors du vote de février 2023, s'est abstenue un an plus tard. L'Éthiopie, qui était absente en 2022, a choisi de s'abstenir à l'occasion de la dernière Assemblée générale. Le cas du Mali est assez remarquable puisque Bamako, qui s'était abstenu l'an passé, a choisi de rejoindre l'Érythrée dans le front du refus. Le Gabon, pourtant un allié traditionnel de Paris, persiste, pour sa part, dans sa posture abstentionniste adoptée l'an passé. Le Soudan du Sud, qui s'était abstenu en 2002, a adopté la position des puissances occidentales un an plus tard. La Tanzanie, après avoir opté pour l'abstention en 2022, a décidé de bouder les débats cette année. Le Togo, après s'être absenté lors du premier vote de 2022, a opté pour l'abstention. Enfin, Madagascar, en un an, est passée de l'abstention à la condamnation de la Russie<sup>16</sup>.

On ne remarque donc pour l'heure aucun revirement majeur en faveur des Occidentaux de la part des gouvernements africains, et ce alors qu'un sommet Etats-Unis-Afrique était censé relancer la présence américaine dans la région. Certes, ce dernier s'est tenu en décembre de l'année dernière. Il serait évidemment prématuré de tenter d'en tirer des conclusions définitives à ce stade. Il faudra, en effet, se laisser du temps pour voir si et comment seront appliquées *in concreto* les promesses d'investissements US pour 55 milliards de dollars sur le continent africain, les promesses n'engageant évidemment que ceux qui y croient.

En tout état de cause, il faudra encore attendre pour voir ce à quoi renvoie, dans le concret, le concept de « croissance inclusive ». Celui-ci n'a guère été explicité dans le discours du président Biden. On se bornera à constater que les dimensions de cette orientation de politique commerciale semblent, pour l'heure, procéder d'une sorte d'inventaire à la Prévert, mêlant divers objectifs, sans jamais, d'ailleurs, démontrer la cohérence systémique entre ces derniers, correspondant pêle-mêle à l'affirmation de la sécurité alimentaire, la promotion de la santé, des sources d'énergie fiable et bon marché mais aussi le renforcement de la démocratie. Ces objectifs aussi vagues qu'ambitieux auraient pour corollaire la mise en œuvre d'une zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA ou African Continental Free Trade Area)<sup>17</sup>.

Sur ce point précis, on peut légitimement s'interroger sur la manière dont le libre-échange pourrait dynamiser le PIB de tous les États africains sans que des grandes économies

---

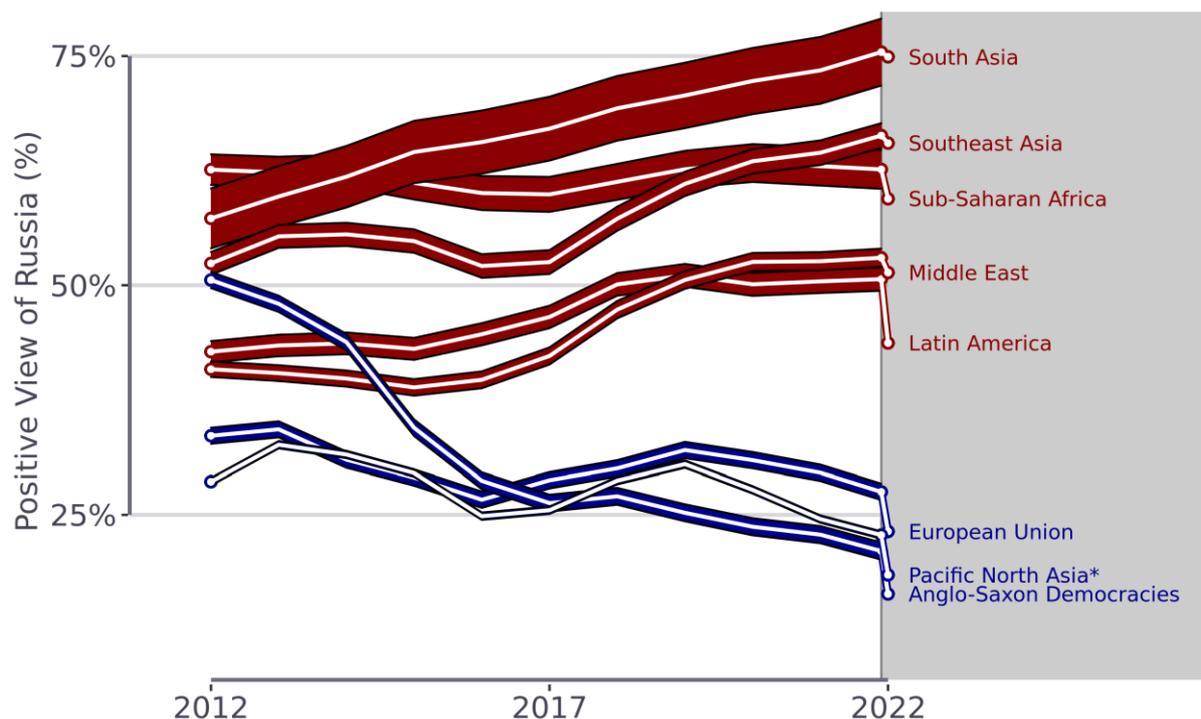
<sup>16</sup> Pierre Breteau, Résolution sur la Russie à l'ONU : quels pays ont changé de position depuis mars 2022 ?, Le Monde, édition mise en ligne du 24 février 2023.

<sup>17</sup> U.S. Chamber of Commerce, The Biden Administration's Commitment to Developing Trade Between the U.S. and Africa, article mis en ligne le 14 décembre 2022.

dominantes (comme celles du Nigeria ou de l’Afrique du Sud) ne concentrent à leur seul profit la dynamique d’accumulation. Dans la communication du gouvernement américain, il n’a pas été consacré une seule ligne à la question, cruciale, de la création de mécanismes compensateurs et de solidarisation entre les différentes économies du continent en cas de libéralisation du commerce intracontinental. La chose est évidemment troublante.

On comprendra mieux, dans ces conditions, que les Etats-Unis ne soient, en Afrique, pas nettement plus populaires que la Fédération de Russie en ce moment, comme le prouve le graphique qui suit.

**Figure 5. Perception de la Russie dans les différentes sous-régions du monde (2012-2022)**



Source : Foa, R.S., Mollat, M., Isha, H., Romero-Vidal, X., Evans, D., & Klassen, A.J., op.cit, p.15.

On constatera que dans trois régions du monde, la Russie bénéficie d’un taux de popularité se situant, en 2022, entre 70 et 75%. Il s’agit, par ordre décroissant, de l’Asie du Sud (75%), l’Asie du Sud-Est (72%) et l’Afrique subsaharienne (70%). Pour cette dernière, force est de constater une remarquable stabilité en ce qui concerne la cote de popularité de la Russie. Cette dernière semble donc appelée à bénéficier d’un ancrage de longue durée en Afrique.

Une question se pose. Est-il encore possible, dans de telles conditions, pour l’Union Européenne de développer une politique de coopération avec l’Afrique ? Si l’idée, côté européen, consiste à vouloir perpétuer la relation de sujétion néocoloniale qui s’est établie dans la foulée des indépendances, il ya 60 ans, on ne pourra que s’acheminer vers un échec, pour deux raisons.

Primo, de nouvelles puissances émergentes s’intéressent de près à l’Afrique. On songera notamment à la Turquie qui prend de plus en plus pied au sud de la méditerranée. La présence

de plus en plus affirmée de la Turquie sur le continent africain concerne le domaine commercial. En l'espace d'à peine vingt ans, les échanges commerciaux entre l'Afrique et la Turquie ont été multipliés par cinq et sont passés de 5 à plus de 25 milliards de dollars. Dans le même ordre d'idées, la compagnie nationale turque, Turkish Airlines, connaît une croissance importante en Afrique en desservant, aujourd'hui, une soixantaine de destinations sur tout le continent<sup>18</sup>. Bref, les Européens ne sont plus, loin de là, indispensables en Afrique. Il est temps d'en prendre définitivement conscience.

Secundo, l'Union européenne n'est pas une puissance mondiale sur le plan géopolitique. Son principal fait d'armes comme acte d'affirmation dans le domaine régalien aura été la création de l'euro en 2001. Outre les soubresauts éventuels qui pourraient encore frapper, à l'avenir, la zone euro et qui seraient, de ce fait, susceptibles de limiter l'attrait pour la monnaie unique, force est de constater que l'euro n'est pas devenu, comme nous le verrons au point suivant, une monnaie de réserve à l'échelle mondiale et cela se remarque également en Afrique.

### *Impuissance européenne*

Le thème d'une monnaie européenne n'est pas spécialement nouveau. A partir de la fin des années 1960, l'objectif d'une Union économique et monétaire (UEM) a caractérisé les débats sur l'Union européenne. Il est vrai qu'en termes d'intégration, l'UEM représentait un indéniable progrès puisque l'unification monétaire du continent supposait une coordination avancée des politiques budgétaires et économiques dans le but de mettre en œuvre une politique monétaire commune avec une monnaie européenne.

Cet aspect politique des questions monétaires européennes nous est familier. Les dimensions plus directement économiques du passage à une monnaie unique sont moins connues du grand public. En théorie, le projet d'une monnaie unique est cohérent si l'on s'assigne un objectif de libéralisation des marchés à l'échelle de tout un continent (ce à quoi correspond l'Acte Unique de 1984). On peut bien sûr postuler que les échanges commerciaux en Europe ne nécessitaient pas spécialement une monnaie unique puisque les parités des diverses monnaies nationales auraient pu rester fixes entre elles. Il s'agissait là du pari du Système monétaire européen (SME) qui a précédé l'euro. Sur le papier, cette solution était élégante. Dans le concret, elle n'a pourtant guère tenu la route, et ce, pour deux raisons. Sur un plan strictement microéconomique, l'existence de monnaies différentes entre Etats membres ne favorisait guère la transparence des prix et grevait les échanges entre acteurs européens d'importants coûts de transaction.

Cependant, c'est davantage sur un plan plus directement macroéconomique que les choses se sont gâtées pour ce type d'arrangements institutionnels. Le régime de liberté de circulation des capitaux a vite fait, au début des années 1990, de désarticuler les parités prédéterminées des monnaies européennes entre elles. A l'époque, la peseta et la lire font l'objet d'attaques spéculatives de la part d'attaques du fonds spéculatif dirigé par Georges Soros (*Soros Fund Management LLC*) basé à New York. Il en résulta une profonde dépréciation de ces deux

---

<sup>18</sup> Jean Marcou, La Turquie : une nouvelle puissance africaine, *Orient XXI*, article mis en ligne le 18 janvier 2022.

devises. Quelques semaines plus tard, c'était au tour de la livre sterling de connaître des difficultés similaires. « En septembre 1992, Soros connut pourtant une célébrité fulgurante : il était l'homme qui avait fait sauter la Banque d'Angleterre, et avec elle le mécanisme de taux de change européen (MCE). Ce n'est pas seulement le socialisme qui fut mis en péril quand, dans les années 1980 et 1990, les marchés financiers mondiaux devinrent à la fois plus grands et plus intégrés. Avec l'union de la déréglementation (en particulier la suppression des contrôles des changes et des capitaux) et de l'informatisation (en particulier la création de flux d'informations et de transactions transfrontaliers plus rapides), toute entreprise politique fondée sur le contrôle [des mouvements de capitaux] était désormais vulnérable »<sup>19</sup>. La livre sterling est alors expulsée du SME, du fait de cette activité spéculative débridée.

Un an plus tard, à l'été 1993, le *Soros Fund Management* prend à nouveau pour cible le SME. Ce dernier en sort démantelé *de facto* puisque les dépréciations monétaires furent si profondes que les marges de fluctuation entre les devises européennes étaient dépassées. L'organisation des relations monétaires entre les Etats membres ne pouvait alors plus passer par un mécanisme présentant un pare-feu aussi limité qu'une norme limitant a priori les marges de fluctuations autour d'un indice pivot fonctionnant comme une unité de compte entre les différentes devises (en l'occurrence, l'ECU). La création d'une monnaie unique trouvait là évidemment sa pleine justification. L'euro allait donc naître sur les décombres de l'ancien SME et a été mis en circulation le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

Puisque l'Europe, en tant que zone économique intégrée, était, grâce à l'euro, libérée du fardeau de possibilités d'opération spéculatives déstabilisantes sur les devises du Vieux Continent, on aurait pu logiquement s'attendre à une généralisation de l'utilisation de la monnaie unique en dehors des frontières de l'Union européenne. Dix ans après sa mise en circulation, les spécialistes s'interrogeaient sur la place réelle de l'euro dans le monde et formulaient un constat pour le moins interpellant. « D'emblée, à sa création en janvier 1999, la monnaie unique prend la seconde place, derrière le dollar, des monnaies les plus utilisées dans le monde. Elle ne gagnera toutefois pas une place supérieure à celle qu'avaient les monnaies nationales qu'elle remplace. (...) Le dollar est une valeur refuge, l'euro beaucoup moins »<sup>20</sup>. En tout état de cause, l'euro, à sa naissance, fait, avant tout, figure de monnaie régionale. Nous verrons, par la suite, que cette fonction a évolué avec le temps.

Pour comprendre ce qu'est une valeur refuge, il faut en revenir aux questionnements de Keynes sur le besoin presque vital qu'éprouvent les agents lorsque le cycle économique devient troublé et rend l'avenir incertain, de convertir leur patrimoine sous la forme titres peu risqués et de liquidités<sup>21</sup>. Pendant longtemps l'or a joué ce rôle. Aujourd'hui, c'est le dollar. Chacun se souviendra, à ce propos, des commentateurs qui, lorsqu'éclatait la Première Guerre du Golfe (août 1990-février 1991), relevaient que les investisseurs inquiets, comme on

---

<sup>19</sup> Ferguson Niall, « Le casse de la Banque d'Angleterre » in *La Place et la Tour. Réseaux, hiérarchies et lutte pour le pouvoir* (sous la direction de Ferguson Niall), Odile Jacob, Paris, 2019, p.326.

<sup>20</sup> Carton, Benjamin. « L'euro, une monnaie internationale ? » in *Regards croisés sur l'économie*, vol. 11, n°1, 2012, pp. 160-167.

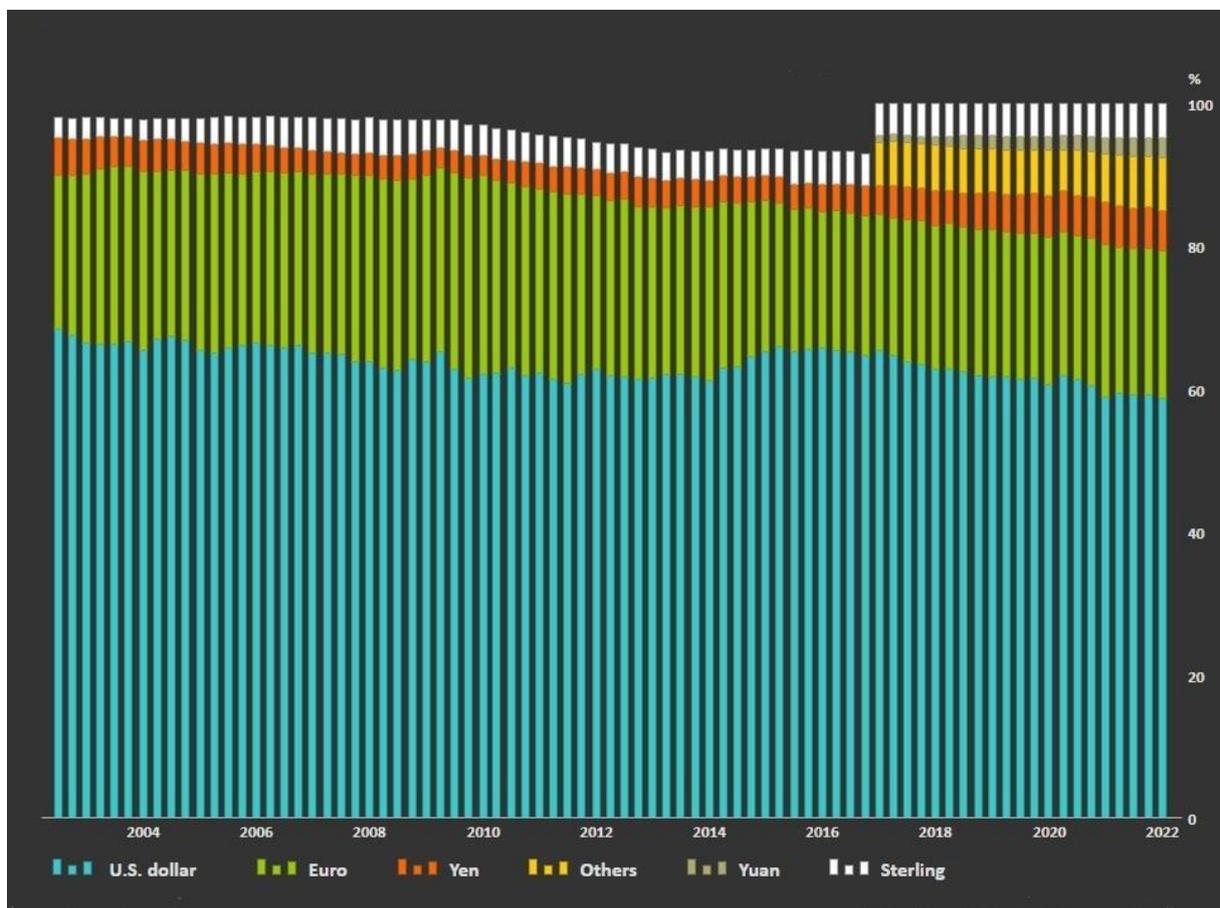
<sup>21</sup> Keynes, John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), Payot, Paris, 2017, spécialement le chapitre XV du Livre IV intitulé « Les motifs psychologiques et commerciaux de la liquidité ».

pouvait s’y attendre, par le fait qu’éclate un conflit militaire à proximité des champs de pétrole de la péninsule arabique, avaient délaissé l’or au profit du billet vert.

L’euro est donc la deuxième monnaie en circulation à l’intérieur du système monétaire international derrière le dollar états-unien. La chose présente un caractère structurel. Par exemple, on observera, à la suite de la Banque de France, qu’ «à la fin 2019, 20,6% des réserves de change mondiales étaient détenues en euros<sup>22</sup>» contre un peu plus de 60% pour le dollar.

La place de l’euro comme monnaie de réserve, depuis sa création, a été fluctuante au point de dépasser par périodes le taux de pénétration initial au sein des réserves de change constatable au moment de sa création. Cela prouve, au demeurant, qu’une monnaie peut jouer un rôle important à l’échelle mondiale sans pour autant constituer une monnaie de réserve au sens strict. C’est ce que permet de prouver le graphique qui suit.

**Figure 6. Composition des réserves internationales (2004-2022). Les principales devises**



Source : Fonds monétaire international, mars 2023 (calculs propres)

De ce tableau qui brosse 20 ans d’histoire des réserves monétaires, on retiendra la place dominante du dollar états-unien, quoiqu’en baisse constante depuis 2015 de telle sorte que le

<sup>22</sup> Banque de France, Le rôle international de l’euro, juin 2021, Url: <https://www.banque-france.fr/billets/analyser-et-anticiper/le-role-international-de-leuro>. Date de consultation: 12 mars 2023.

billet vert a atteint l'année dernière son niveau le plus faible depuis une vingtaine d'années. Alors qu'au début du siècle, le dollar était stabilisé, en termes de part des réserves internationales, à un niveau oscillant autour de 65%, on voit qu'il est, depuis la crise Covid, passé légèrement en dessous de la barre des 60%. Il est sans doute trop tôt pour pronostiquer une dédollarisation rapide et massive des réserves dans le monde à brève échéance. En revanche, une certaine banalisation du dollar peut être repérée depuis le tournant du nouveau millénaire. Pour s'en convaincre, on mentionnera que les réserves étaient composées à hauteur de 71% par le dollar en 1999<sup>23</sup>. Sur le long terme, on observe donc une baisse du niveau de la devise des Etats-Unis. La question de la diminution de la part de marché du billet vert dans les prochaines années peut logiquement être posée à titre de prolongation de tendances. Cependant, on ne conclura pas que la fin du dollar est pour demain.

Cela dit, la progression du yuan est assez remarquable. Fin 2022, la devise chinoise représentait 2,76% des réserves des banques centrales dans le monde. On rappellera que le yuan renminbi n'a été intégré au sein du panier des devises de référence du FMI qu'en 2016 aux côtés du dollar américain, de l'euro, du yen et de la livre sterling. A cette époque, la place de la devise chinoise était absolument anecdotique. On ne peut que constater le chemin parcouru et il est impressionnant.

En ce qui concerne l'euro, on observe des variations sensibles de sa représentation dans les réserves des banques centrales. Fin 2022, la part de la monnaie unique était légèrement supérieure à 20%. A la fin de l'année 2009, alors que l'économie mondiale entrait dans l'ère de la Grande Récession, l'euro représentait 28% des réserves mondiales. Il s'agit là du niveau maximal atteint par la devise européenne alors qu'un plancher avait été touché à la fin 2000 avec une part de 17% des réserves. En d'autres termes, la part de l'euro a augmenté de 11 points de pourcentage (p.p) entre 2000 et 2009. Il s'agit là d'une progression, somme toute, importante. En revanche, de 2009 à 2020, on doit constater une diminution de 8 p.p.

Cependant, on peut augurer d'une bifurcation depuis la fin de l'année dernière. En effet, les derniers rapports du FMI concernant la composition des réserves officielles de change établissent, avec certitude, que les banques centrales ont augmenté leurs avoirs en euros de l'ordre de 70 milliards de dollars à cette époque. On n'avait plus observé un mouvement haussier aussi important, depuis 3 ans<sup>24</sup>. Plusieurs éléments permettent d'expliquer ce regain de popularité.

Au fur et à mesure que la Banque centrale européenne (BCE) relève ses taux d'intérêt, on observe que le volume des obligations à rendement négatif diminue dans la zone euro où les taux d'intérêt réels seront plus que vraisemblablement positifs au cours du dernier trimestre de cette année. Par conséquent, le regain d'intérêt pour la devise européenne devrait s'intensifier dans les mois à venir. A côté de cette tendance très nette au rétablissement des rendements pour l'euro, on doit encore pointer un élément supplémentaire qui plaide en faveur d'un retour en grâce de la monnaie unique, à savoir l'augmentation de la liquidité qui résultera de la

---

<sup>23</sup> FMI, Source enquête « COFER » (Currency Composition of Official Foreign Exchange Reserve), mars 2023, Url : <https://www.cutly.cc/4VECY>. Date de consultation: 7 mars 2023.

<sup>24</sup> FMI, ibid.

réduction de bilan que la BCE devrait normalement opérer dans les mois qui viennent, normalisation monétaire oblige. Cela signifie qu'il y aura davantage d'obligations libellées en euros sur le Vieux Continent dans les mois qui viennent. Par conséquent, les opportunités de placement en euros pour l'ensemble des banques centrales de la planète vont se multiplier. Cette réaffirmation de l'euro dans les réserves internationales sera évidemment plus manifeste encore si dans les mois qui viennent, la guerre en Ukraine donne lieu à l'émission d'euro-obligations traditionnellement bien cotées par les agences de notation et donc appréciées par les marchés.

Ces éléments de contexte sont éminemment favorables à un retour en force de l'euro dans les réserves de change. On veillera toutefois à ne pas tomber dans un optimisme béat. Certains pays du sud de la zone euro particulièrement endettés (et on pensera, en tout premier lieu, à l'Italie) pourraient voir leurs coûts d'emprunt augmenter jusqu'à en devenir intenable.

Pour l'heure, on peut écarter la survenance à court terme d'un scénario de tensions internes se traduisant par une augmentation des écarts de taux d'intérêt entre l'Allemagne (prise comme valeur de référence) et des pays plus fragiles. En effet, la BCE a mis au point, au cours de l'été dernier, un mécanisme innovant, à savoir l'instrument de protection de la transmission (IPT) qui consiste en un mécanisme permettant à la BCE d'acheter sur les marchés secondaires les obligations des États membres qui seraient affectés par une détérioration significative de leurs conditions de financement non justifiée par les fondamentaux propres au pays. Comme la BCE dispose, dans ce cadre, d'une force de frappe illimitée, elle devrait logiquement être en mesure de garantir que la charge d'intérêt des États membres fragiles ne constituera pas une menace pour l'homogénéité de la zone.

La mise en œuvre de ce mécanisme au bénéfice d'un pays sous pression sera cependant conditionnée à l'application par ce dernier de politiques macroéconomiques « saines et durables », en ce compris la viabilité de la trajectoire budgétaire. En s'engageant à mettre en œuvre ces critères, la BCE balaie d'un revers de la main les critiques identifiant cet outil à un passe-droit en faveur des pays très endettés de la zone euro qui leur garantirait *ad vitam aeternam* la possibilité de reproduire des politiques budgétaires dispendieuses.

Toutefois, certains économistes, tel Clemens Fuest<sup>25</sup>, professeur d'économie au *Center for Economic Studies* de l'Université Louis-et-Maximilien de Munich, considère que les critères d'évaluation sont trop vagues et laissent de ce fait un pouvoir discrétionnaire à la BCE. Si un excès de crédits est accordé à un État membre fiscalement irresponsable, il en résultera un effet d'éviction en défaveur du financement des entreprises. D'un autre côté, si des règles d'assainissement budgétaires trop drastiques sont imposées à un État membre comme ce fut le cas pour la Grèce au moment de la crise de la zone euro, la cohésion de cette dernière peut en ressortir ébranlée. Ce type de crises existentielles se traduira inévitablement par une limitation du rôle de monnaie de réserve dans le chef de l'euro dont l'attractivité ne progressera pas à l'international. Par conséquent, la contrainte extérieure sur l'économie européenne se renforcera. Au total, il en résultera une chasse au déficit sans fin qui ne pourra que nuire à la croissance du PIB sur le Vieux Continent.

---

<sup>25</sup> Tweet de Clemen Fuest du 21 juillet 2022.

Pour l'heure, la BCE se livre donc à un numéro d'équilibriste entre les exigences des milieux d'affaires allemands et les besoins de financement des Etats membres lourdement endettés du sud. On comprendra tout de suite que ce souci permanent quant à la préservation des équilibres internes durement acquis (mais, hélas, toujours susceptibles d'être remis en cause) ne prédispose guère à faire preuve de vision politique ambitieuse pour redynamiser les relations euro-africaines, avec à la clé le risque de reproduire des schémas dépassés hérités de la colonisation dans le cadre, notamment, de la Françafrique. Et cet état de choses constitue un sérieux handicap pour la projection des institutions européennes, en dehors de leurs limites continentales.

Faisons le point. Pour l'heure, le franc CFA est commun à 14 pays d'Afrique et leurs 150 millions d'habitants, de l'Equateur au Sahara. Il a pour caractéristique la parité fixe avec l'euro (qui a succédé au franc français) et une garantie de convertibilité assurée par la France.

En ce qui concerne la parité fixe, pas besoin de trop longues explications. Les mots sont clairs. La valeur du franc CFA est liée de manière ferme et stabilisée à celle la monnaie unique européenne<sup>26</sup>. Il s'agit là d'une dimension clairement néocoloniale caractérisant cette monnaie. Lors de la colonisation, la France disposait, en Afrique, de monnaies régionales facilitant les échanges à l'intérieur des différentes zones constitutives de l'empire. C'est ainsi qu'existait notamment le franc de l'Afrique-Équatoriale française, dont la particularité était de couvrir les colonies situées en Afrique centrale. Dans la foulée des Accords de Bretton Woods (1945) qui réorganise les rapports internationaux entre devises et les politiques de change après la Deuxième Guerre mondiale, la France a unifié en Afrique son espace monétaire propre. Une seule devise aura alors cours légal dans toutes les colonies françaises : le franc des Colonies françaises d'Afrique (franc CFA). Celui-ci va évidemment changer de dénomination après les indépendances de telle sorte qu'aujourd'hui, le franc CFA correspond à l'abréviation de franc de la Communauté financière africaine. Ce dernier était émis et géré par la Caisse centrale de la France d'outre-mer (CCFOM). Lors de la dissolution de cette dernière en 1959, deux banques centrales distinctes sont créées pour gérer le flux monétaires correspond aux zones économiques de l'ancien empire colonial français. Il s'agit respectivement de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour les États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), d'une part, et de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) pour les six États membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Le franc CFA de la CEMAC et celui de l'UEMOA, chacun dans leur aire de circulation, ont exactement la même valeur face à l'euro. Cette rupture avec l'époque de la CCFOM compétente pour tout l'empire colonial français en Afrique n'est qu'apparente. En effet, comme au bon vieux temps des colonies, la Banque de France organise la collecte et la centralisation des réserves de change des différents pays auprès du Trésor public à Paris. Cette gestion pour autrui, typique de la domination néocoloniale, est la conséquence de la garantie de convertibilité.

---

<sup>26</sup>On prendra soin de préciser que ce type de parité avec la monnaie unique est également le fait d'autres entités dans le monde qui ont pour point commun, là encore, d'avoir été intégrées aux empires coloniaux européens au cours de leur histoire. Il s'agit du franc Pacifique (en circulation en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie ainsi que Wallis et Futuna), du franc comorien, du dobra de Sao-Tomé-et-Principe ainsi que l'escudo du Cap-Vert.

Celle-ci consiste en que le franc CFA peut être échangé à tout moment contre des euros, et ce à un taux constant. La nature néocoloniale de cette régulation dans le champ saute aux yeux puisqu'elle permet aux multinationales françaises actives en Afrique de pouvoir rapatrier leurs bénéfices vers leurs sièges parisiens sans jamais devoir subir à un moment quelconque le moindre risque de change. Dans la mesure où le franc français a, dans la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, connu un nombre élevé de dévaluations, les pays africains de la zone CFA n'ont pas éprouvé trop de difficultés pour garder un taux de change compétitif.

Depuis l'adoption de l'euro, il n'en va plus du tout de même et le franc CFA, désormais arrimé à un erstaz du Deutsche Mark, est aujourd'hui surévalué. La chose ne manque pas de faire réagir les intelligentsias africaines qui dénoncent le rattachement de petites économies en développement à une zone d'ancrage bien plus imposante, leur faisant perdre toute capacité à dessiner les contours d'une politique monétaire autonome de soutien à la croissance. C'est ainsi que le directoire de la BCEAO se borne à imiter les taux directeurs de la Banque centrale européenne alors que parfois, le cycle économique propre à la zone UEMOA ne le nécessite pas. « Au mieux, une telle politique est inefficace, au pire, elle est nuisible »<sup>27</sup>. De surcroît, en ancrant leur monnaie sur l'euro, les pays d'Afrique concernés se sont engagés à respecter les critères de Maastricht. Cet état de choses limite les marges budgétaires des Etats de la zone qui doivent impérativement respecter, par exemple, la limite de déficits budgétaires de 3%. On peut constater les dégâts que cet unilatéralisme budgétaire a produits ici en Europe entre les pays d'Europe du nord dits « frugaux » ou encore « vertueux » et les Etats membres situés dans la partie méridionale de la zone. L'impact est plus dommageable encore pour des économies moins gâtées encore du point de vue du développement des forces productives. On peut, d'ailleurs, constater que la stabilité monétaire s'est construite au x dépens de la solidité institutionnelle des États africains car « ces restrictions au financement des politiques publiques marginalisent le rôle des États dans la régulation et la participation à l'activité économique »<sup>28</sup>.

Pour toutes ces raisons, le franc CFA est, fort logiquement, de plus en plus contesté, spécialement en Afrique de l'Ouest (en Afrique centrale, on ne note, en revanche, rien de similaire). Dans cette partie de l'ancienne Afrique française, il est question, depuis longtemps déjà, de doter la CDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) d'une monnaie commune autre que le franc CFA puisque cette zone compte des pays n'ayant jamais connu de près ou de loin la colonisation française. On songera notamment au cas de ce géant émergent qu'est le Nigeria. Jusqu'à présent, le franc CFA reste indétrônable en Afrique de l'Ouest. En effet, il était question dès le début des 2010 que les quinze Etats de la zone se dotent d'une monnaie unique (l'eco). La mise en circulation de cette nouvelle devise ne reposant plus sur un mécanisme de parité fixe avec l'euro était programmée pour la fin de l'année 2020. Depuis, cette date butoir a été reportée *sine die*. Depuis un an, une volonté de ranimer le projet « eco » consiste à vouloir faire de ce dernier la monnaie unique de toute l'Union africaine qui deviendrait alors un grand marché unique panafricain. En tout état de

---

<sup>27</sup> Nubukpo, Kako. « Politique monétaire et servitude volontaire. La gestion du franc CFA par la BCEAO » in Politique africaine, vol. 105, n°1, 2007, pp. 70-84.

<sup>28</sup> Loup Viallet, L'Europe, l'Afrique et l'euro: les enjeux d'un raccordement monétaire, Les Echos, édition mise en ligne du 20 février 2018.

cause, la crise de la Covid et la montée de l'inflation ont largement contribué à retarder les travaux de lancement de l'eco. Cependant, les chefs d'État des quinze pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CÉDEAO) se sont engagés, à l'été 2021, à mettre en œuvre l'eco (au moins, à l'échelle régionale) pour 2027.

Qui vivra verra mais l'idée de doter la CDEAO d'une monnaie commune souveraine constitue l'Arlésienne des politiques monétaires dans la zone depuis la fin des années 1960. Par conséquent, on restera bien prudent quant à la mise en œuvre à plus ou moins brève échéance d'une monnaie commune africaine.

Bref, l'Europe, pour les Africains, a le visage de la vieille Françafrique des réseaux gaullistes de la Guerre froide et du soutien à des dynasties de kleptocrates. Dans ces conditions, l'Afrique va de plus en plus se sentir tirillée entre le duopole sino-russe, d'une part, et les États-Unis, d'autre part. L'Europe, quant à elle, se retrouvera sur le banc de touche.

En cause, la persistance d'une vieille approche coloniale. En effet, l'Europe dispose de tous les outils qui permettraient de relancer une politique de coopération égalitaire avec l'Afrique. La dépendance de l'Europe à l'égard des matières premières (et de ce point de vue, les difficultés éprouvées avec la Russie n'ont fait qu'accentuer cette difficulté côté européen) ne doit pas nécessairement donner lieu à une prédation du continent. La mise en œuvre d'une exploitation conjointe des matières premières dont l'Afrique regorge pourrait donner lieu à la mise en œuvre d'entreprises à capitaux mixtes privé-public (en anglais, on parle de *joint ventures*).

L'essentiel de la capitalisation de ces entités pourrait reposer sur la partie européenne puisqu'après tout, les ressources se trouvent sur le territoire des partenaires africains. Après tout, la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD) ne limite plus son action au Vieux Continent et s'est ouverte à des pays émergents (la Chine en 2016, l'Inde en 2018, la Libye en 2019 et l'Algérie en 2020). Il ne serait pas complètement inconcevable, dans ces conditions, que la BERD se rapproche de l'Union africaine afin de permettre à son offre de financement de percoler sur tout le continent.

Dans le même ordre d'idées, la Banque européenne d'investissement (BEI), soit l'organisation financière propre aux États membres de l'Union européenne, pourrait, d'ailleurs, faire de même et créer, dans la foulée, un fonds spécial pour l'Afrique. Il est, à ce propos, étonnant, pour ne pas dire troublant, que la BEI ne dispose pas d'une représentation au Nigéria ni en République Démocratique du Congo (RDC) ou en Algérie. En termes d'accès à des matières premières, cette absence constitue une lacune de taille. Pour le surplus, des lignes de financement spécialement destinées à l'Afrique pourraient être créées par la BCE auprès de la BERD et de la BEI à des taux d'intérêt réduit. Cette mesure constitue, à y regarder de plus près, une forme de dédommagement pour des années d'austérité aveugle imposées à des États qui avaient besoin comme de pain d'investissements publics afin de développer les infrastructures porteuses du développement.

A ce propos, il est évidemment indispensable que la BCE revienne sur les obligations délirantes en termes de conduite des finances publiques telles qu'imposées, pour l'heure, aux

pays de la zone CFA en Afrique. En effet, le package « finances publiques » qui accompagne les accords de coopération monétaire Afrique-France constitue le plus sûr moyen de poser les jalons d'une dégradation de la nécessaire présence étatique dans des régions qui ont pourtant grand besoin. Certes, on ne pourra jamais poser une corrélation claire et univoque entre la surévaluation du franc CFA, la garantie de convertibilité inconditionnelle et illimitée ainsi que la cure d'austérité permanente imposée depuis une vingtaine d'années à différents Etats de la région et l'apparition de mouvements djihadistes dans la zone sahélienne. Les choses sont certainement plus complexes que cela. Cependant, personne n'arrivera, en revanche, à prouver non plus que si dans cette zone du continent africain, une capacité d'intervention étatique avait été préservée des aléas des grandes vagues d'austérité européennes, la loyauté de la société civile envers des Etats jeunes et fragiles n'eût pas été renforcée ou à tout le moins préservée.

Evidemment, plus le temps passera et plus l'Europe se mettra hors-jeu en Afrique. Pour l'heure, on observe que les Chinois ainsi que les Russes, d'un côté, et les Américains, de l'autre, pèsent davantage en Afrique que l'Europe. Cette dernière, pour le dire crûment, joue en deuxième division sur le continent africain et elle ne peut que se prendre à elle-même. Pour prendre la pleine mesure des enjeux que cette involution fait peser sur les relations euro-africaines, cette étude va, à présent, s'intéresser à deux pays qui sont prêts à faire évoluer leur positionnement international en lien avec les difficultés éprouvées en Europe quant à la formulation d'un nouveau cadre de politique africaine. Il s'agit, d'une part, de la République Démocratique du Congo (RDC), confrontée à une guerre particulièrement meurtrière menée par des milices directement liées au régime de Kigali et d'autre part, de l'Algérie qui jusqu'à présent, a été littéralement snobée par Paris et Bruxelles dans la question de la lutte contre le djihadisme.

### *L'Algérie entre Russie et Occident*

Il arrive parfois que dans le destin des nations et des sociétés (au Sud comme au Nord, d'ailleurs), des contradictions apparaissent entre les dimensions économique et politique des options de gouvernement. Pour le dire simplement, et sans, malgré tout, trop caricaturer, Alger a, pour l'instant, tout intérêt, d'un point de vue économique, à se rapprocher des Européens mais l'attitude de ces derniers (notamment à l'égard du Sahara Occidental) les conduit à se tenir aujourd'hui dans une posture d'équidistance entre la Russie et les Etats-Unis (et la chose est, comme nous le verrons, susceptible d'évoluer en faveur de Moscou).

Concernant la Russie, on ne rappellera jamais assez à quel point l'URSS (à laquelle la Fédération de Russie a succédé *de jure*) a aidé, dans le passé, le Front de Libération Nationale (FLN) au moment de la guerre d'indépendance qui a conduit à la fin de la colonisation française dans le pays. Depuis, la coopération militaire entre Alger et Moscou ne s'est jamais démentie. C'est ainsi que le premier fournisseur d'armes auprès de l'Algérie n'est autre que la Russie.

Pour Moscou, Alger représente une destination d'importance puisque c'était, l'année dernière, le 5<sup>ème</sup> acheteur d'armes russes pour un montant de 170 millions de dollars, soit 3% de la

valeur des explorations russes dans le domaine. Ce montant peut sembler faible mais il faut tenir compte du fait que l'Algérie se classe juste derrière des géants, d'un part, comme la Chine et l'Inde, soit des budgets de loin très supérieurs à ceux d'un pays de 44 millions d'habitants et d'autre part, d'alliés structurels de la Chine comme le Myanmar (ex-Birmanie) et le Belarus. De surcroît, on vérifiera l'étroitesse du lien entre Alger et Moscou en analysant de près le montant des importations d'armes dans le chef des autorités algériennes. Entre 2021 et 2022, ces dernières se sont élevées à 395 millions de dollars. Autrement dit, les armes d'origine russe représentaient 43% de ce total. Les pays occidentaux arrivent loin derrière la Russie. Aucun d'entre eux n'atteint, d'ailleurs, une valeur équivalente à la centaine de million d'euros. L'Allemagne s'en rapproche toutefois avec une valeur d'exportations de 98 millions de dollars. Toutefois, si l'on regroupe toutes les importations algériennes d'armes en provenance des Etats membres de l'Union européenne (soit la France, l'Italie et l'Allemagne), on obtient un total supérieur à la Russie avec 193 millions de dollars.

En revanche, la part des Etats-Unis dans les importations d'armes algériennes est des plus réduites (soit 39 millions de dollars entre 2021 et 2022)<sup>29</sup>. Pour donner une idée de ce que ces chiffres représentent, il faut se représenter le poids à l'échelle mondiale des exportations de l'industrie états-unienne de l'armement par rapport à son homologue russe. Les exportations américaines et russes représentaient, entre 2018 et 2022, respectivement 40 et 16% de la valeur des exportations d'armes à l'échelle mondiale.<sup>30</sup> Comme l'on dit familièrement, il n'y a pas photo.

De ces chiffres, on retiendra qu'il existe une voie pour un rapprochement entre les Européens et les autorités algériennes. En effet, l'existence de poches djihadistes dans la région devrait motiver une démarche de maintien de l'ordre commune entre l'Algérie et l'Union européenne. Hélas, on ne peut guère dire que cette dernière ait réussi à concrétiser un rapprochement stratégique avec Alger alors que même les intérêts stratégiques des deux parties commanderaient de coordonner une action antidjihadiste en accord avec les pays concernés et voisins de l'Algérie. De ce point de vue, la France a une fois de plus fait cavalier seul en Afrique. On rappellera, à ce sujet, que lors du lancement des opérations Serval au Mali et Epervier au Tchad, l'action de la France a été bien accueillie par les deux pays intéressés au point qu'un mécanisme régional (l'opération Barkhane) a été mis en œuvre l'année suivante. Il a associé, pour la galerie, environ 300 hommes des armées britannique, tchèque, estonienne et danoise aux troupes françaises (5.000 hommes au plus fort des combats). Ce mécanisme d'intervention structurel n'avait d'euro-péen que le nom et personne n'était dupe côté africain. Dix ans plus tard, la presse hexagonale décrivait la présence française au Sahel comme « un échec aux causes multiples » correspondant « au départ des troupes de l'opération Barkhane en catimini du Mali l'été 2022 » puisque « Paris a dilapidé sa réussite initiale » au point de se retrouver « désormais en grande difficulté au Burkina Faso »<sup>31</sup>.

---

<sup>29</sup> SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), Base de données exportations et importations d'armes pour la période 2021 et 2022, url : [https://armstrade.sipri.org/armstrade/html/export\\_values.php](https://armstrade.sipri.org/armstrade/html/export_values.php). Date de consultation: 22 mars 2023.

<sup>30</sup> Pieter Wezeman, Justine Gadon and Siemon Wezeman, Trends in international arms transfers (2022), SIPRI Fact Sheet, mars 2023.

<sup>31</sup> *Armée française au Sahel : les raisons d'un échec*, La Croix, édition du 11 janvier 2023.

Lors d'une intervention dans un média audiovisuel, l'ancien ministre des Affaires Etrangères de la France, monsieur Dominique de Villepin, a attribué l'échec de la France, entre autres choses, au fait que la présence d'une armée occidentale dans un pays du Sud était, au bout de quelques années, perçue comme une forme d'occupation néocoloniale<sup>32</sup>. A contrario, si la lutte antidjihadiste au Sahel avait davantage associé l'armée algérienne (la plus importante de la région) aux troupes françaises avec un vrai partage du commandement entre Français et Algériens. Un symbole aussi fort aurait évidemment permis de stabiliser une force structurelle de stabilisation des états sahéliens. Bien sûr, il aurait fallu, pour pouvoir mettre en œuvre une telle initiative, que la France reconnaisse que son action en Libye avait été profondément négative afin de soutenir les initiatives de paix de l'Algérie sur ce dossier.

De ce point de vue, Dominique de Villepin n'avait pas tort d'assurer que « l'Algérie devait jouer un rôle-pivot dans la région et en Afrique »<sup>33</sup> et qu'il fallait également appuyer Alger dans sa doctrine de relations extérieures excluant l'interventionnisme et l'ingérence des anciennes métropoles coloniales en Afrique. Maintenant que la France quitte le Sahel sur un constat d'échec pour le moins cuisant, il est évident que l'Algérie doit bien constater que c'est la Russie, par l'entremise de Wagner, qui est présente sur le terrain. Il est grand temps que les Européens relancent Alger pour recréer les conditions d'une relation basée sur l'existence de bénéfices mutuels et réciproques. On constatera, non sans regret, que jusqu'à présent, il n'en est rien (ou si peu), si du moins, on attend de la part des Européens, et plus particulièrement, de la France, des actes et pas seulement des paroles.

A ce sujet, le dossier du Sahara occidental constitue une variable essentielle. Jusqu'à présent, force est de constater que concernant la question sahraouie, les Européens n'ont toujours pas pris la pleine mesure de l'importance de ce dossier pour Alger. De façon tout-à-fait cohérente par rapport à l'histoire du pays, la diplomatie algérienne attribue au principe d'autodétermination des peuples un caractère définitivement non-négociable. La volonté manifestée à plusieurs reprises de la Commission européenne d'englober, sous la pression de Paris, le Sahara occidental dans des accords commerciaux avec le Maroc heurte de plein fouet cette doctrine. Si l'on ajoute à cela le fait que le plan d'autonomie régulièrement mis en avant par les autorités chérifiennes contrevient, d'une part, aux recommandations des Nations unies concernant le Sahara occidental et surtout, a été, d'autre part, concocté à l'Élysée sous la présidence de Jacques Chirac, on en conclura que les obstacles sont nombreux à la mise en œuvre de relations pleinement égalitaires entre les Européens et Alger. Voilà pourquoi on signale aujourd'hui un jeu d'équilibriste de la part de l'Algérie entre les États-Unis et la Russie qui laisse les Européens un peu hors-jeu alors que la problématique djihadiste risque de déstabiliser des États plus proches de Madrid, Bruxelles ou Paris que de Moscou et Washington. Le récent soutien des États-Unis aux projets marocains pour le Sahara occidental risque, d'ailleurs, de rapprocher davantage encore l'Algérie de la Russie<sup>34</sup>.

---

<sup>32</sup> Dominique de Villepin, Grand entretien de France Inter, 22 février 2023. Url : <https://www.youtube.com/watch?v=bT3yeK8qkeg>. Date de consultation : 22 mars 2023.

<sup>33</sup> *Libye, Sahel, Syrie. Dominique De Villepin défend la position algérienne*, L'Express (Algérie), édition mise en ligne le 27 mars 2018.

<sup>34</sup> *Sahara occidental: les USA choisissent le Maroc plutôt que l'Algérie*, La Nouvelle Tribune (Bénin), édition mise en ligne du 22 mars 2023.

Ces blocages politiques dont la responsabilité incombe aux seuls Européens s'opposent au développement de relations économiques mutuellement profitables entre les deux rives de la Méditerranée. Tout le monde connaît la dépendance des Européens au gaz. Il ne faut guère s'étendre sur cet aspect des choses. On en prendra tout platement la mesure en posant qu'à l'heure actuelle, après un hiver exceptionnellement doux, le prix du mégawattheure (MWh) de gaz est passé sous la barre des 40 euros le 22 avril 2023 pour le marché de gros au comptant (spot) aux Pays-Bas. Après le record de 320 euros le MWh de la fin août, c'est évidemment un soulagement qui ne doit pour autant pas faire place, après l'angoisse de l'été dernier, à l'euphorie. En effet, les aléas du climat ne constituent pas une politique publique digne de ce nom. Et de toute manière, à 40€ le MWh, le gaz reste très cher en Europe. Pour s'en convaincre, il suffit de compulsurer les vieux rapports de la CREG. L'un d'entre eux énonçait, par exemple, que « le prix moyen du gaz naturel sur le marché à court terme a significativement diminué à 13,7 €/MWh en 2019 (23,0 €/MWh en 2018) et celui sur le marché à long terme à 18,6€/MWh (20,8 €/MWh en 2018) »<sup>35</sup>. Bref, le gaz à son cours actuel est deux fois trop cher pour nos économies.

Or, on constate que l'Algérie dispose de réserves exploitables et prouvées pour environ 2.300 milliards de m<sup>3</sup> et ne fournit que 11% à peine du gaz consommé en Europe (47% pour la Russie avant l'éclatement de la guerre en Ukraine). Les réserves de gaz de schiste du pays s'élèvent, quant à elles, à plus de 20.000 milliards de m<sup>3</sup>. Par comparaison, les réserves de gaz (exclusivement conventionnel, il est vrai) de la Russie sont de 37.500 milliards de m<sup>3</sup>. Mais l'Algérie manque, pour l'heure, d'infrastructures susceptibles de lui permettre une relance de ses exportations.

Depuis l'alignement de la diplomatie américaine au sujet du Sahara occidental sur les positions de la Commission européenne, on imagine mal un développement spectaculaire des exportations de gaz à destination de l'Algérie vers les Vieux Continents. L'heure est plus que jamais à la proximité avec Moscou. En RDC, les choses pourraient prendre un tour similaire si les Européens n'y prennent garde.

### *Désillusions congolaises*

On ne compte plus le nombre d'articles, de documentaires et de reportages au sujet de la guerre faisant rage dans la partie orientale de la RDC où une situation de catastrophe humanitaire permanente a déjà été dénoncée depuis longtemps déjà. Dans la foulée du génocide rwandais (1994) impliquant une immense responsabilité de François Mitterrand et plus largement, de l'appareil d'Etat français, deux conflits armés vont éclater dans le Zaïre de l'époque.

Au terme de la première guerre du Congo (1996-1997), les rebelles de Laurent-Désiré Kabila surnommé le Mzee (soit « Le Vieux » en kiswahili), opposant de longue date au régime de Mobutu Sese Seko, alors regroupés au sein de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), ont pris le pouvoir. L'origine de ce coup d'Etat ne doit rien au hasard. De 1994 à 1996, l'est du Congo est devenu la principale zone d'accueil des réfugiés

---

<sup>35</sup> CREG, rapport annuel 2019, p.64.

rwandais qui, par dizaines de milliers, fuient leur pays. Dans les camps de réfugiés, des anciens des Forces Armées Rwandaises (FAR), qui étaient au service du régime du général Juvénal Habyarimana, le président du Rwanda assassiné en 1994, organisent leur redéploiement. Evidemment, cette entreprise de reconstitution de milices hutues ne pouvait que heurter le nouveau pouvoir à Kigali autour du FPR (Front Patriotique Rwandais). Ce dernier a été soutenu « en sous-main par les Etats-Unis »<sup>36</sup>. A partir de 1996, l'armée du FPR rwandais franchit la frontière congolaise. «Ce mouvement de troupes « a été grandement facilité par le problème récurrent des interhamwe (milices du hutu power, fer de lance des génocidaires), contrôlant les camps du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) au Zaïre, et menant des incursions au Rwanda, donc grâce à l'impéritie de la communauté internationale et la complicité des humanitaires de tous bords »<sup>37</sup>.

On assiste donc, dès 1994, à une exportation à grande échelle de la violence politique qui gangrène le Rwanda depuis l'indépendance du pays en 1962. En 1996, la situation des Banyamulenge (une communauté tutsie du le Sud-Kivu, province frontalière du Rwanda) devient particulièrement critique au point que les autorités locales en viennent à exiger leur expulsion de cette province du Congo où ils vivaient depuis des siècles. La proximité du pouvoir mobutiste avec le régime d'Habyarimana explique ce raidissement identitaire dans une province qui a longtemps fait figure de creuset culturel entre la cuvette congolaise et la région des Grands Lacs. A cette donnée, s'ajoute un autre facteur lié à la préparation de l'après-Mobutu par les grandes puissances. Il était de notoriété publique, à cette époque, que le vieux maréchal à la toque en peau de léopard était gravement malade.

C'est ainsi que durant l'été 1996, Mobutu avait été opéré en Suisse d'un cancer de la prostate. Paris est, à l'époque, la seule capitale qui soutienne encore le président zaïrois et l'Elysée prépare activement son remplacement par son conseiller militaire spécial, le général Mahele. Lorsqu'en octobre 1996, l'AFDL de Laurent-Désiré Kabila portée à bout de bras par l'armée rwandaise entre au Sud-Kivu, Mahele croit son heure venue. Mais François Mitterrand n'est plus locataire de l'Elysée et ni Jacques Chirac ni son premier ministre Alain Juppé, contrairement au ministre des Affaires Etrangères, Dominique de Villepin, ne veulent se mouiller dans une aventure africaine qui les aurait engagés contre un allié des Etats-Unis, à l'époque grand vainqueurs de la Guerre froide.

A vrai dire, Jacques Chirac était plutôt hésitant. Certes, il n'était pas opposé « à l'envoi de vivres et de médicaments (...) et n'écarterait pas a priori quelques livraisons discrètes de matériel. Mais il était hors de question que des militaires français aillent se fourrer dans ce guêpier. Consulté, le Premier ministre Alain Juppé était, lui, farouchement hostile à toute intervention directe ou indirecte de la France. Fin février, alors que les villes de Watsa, Kalemie, Isiro, Kalima et Kindu sont déjà tombées entre les mains des rebelles, une note de la DGSE fait la différence : si Mahele et Kengo prenaient le pouvoir, les généraux Nzimbi et Baramoto tenteraient à coup sûr un contre-putsch. Trop risqué. Chirac tranche : l'opération de

---

<sup>36</sup> Loir, Gaëlle. « Rwanda : le régime de la dette perpétuelle. De l'instrumentalisation des massacres et du génocide en relations internationales » in *Outre-Terre*, vol. n°11, no. 2, 2005, pp. 415-421.

<sup>37</sup> Loir, Gaëlle, *Ibid.*

soutien au général Mahele n'aura pas lieu. Donatien Mahele est effondré : « Les Français m'ont trahi », confie-t-il à un proche »<sup>38</sup>.

En réalité, la thèse qui circule au cœur de l'hyperpuissance américaine, à l'époque triomphante, consiste à encourager un éclatement du Congo en plusieurs Etats. C'est ainsi que Richard Banégas, professeur à Sciences Po Paris et spécialiste de l'Afrique de l'Ouest et des Grands Lacs, a qualifié de «Yalta informel de l'Afrique centrale» le sommet de Victoria Falls du 7 septembre 1998 consacré à la crise congolaise. Cette partition de facto du Congo-Kinshasa place la partie orientale du pays sous la coupe de vieux alliés de Washington dans les Grands Lacs, à savoir le Rwanda de Paul Kagame et l'Ouganda de Yoweri Museveni tandis que le Sud constitue une zone de sécurité pour l'Angola et d'expansion économique pour le Zimbabwe<sup>39</sup>. Il arrive encore fréquemment que l'on qualifie de complotistes les analystes faisant état d'un projet de balkanisation de la RDC dans le chef des Etats-Unis. Pourtant, il suffit de compulsier les revues états-uniennes consacrées aux relations internationales, parmi les plus prestigieuses pour comprendre que cette accusation est infondée. Dans l'une d'entre elles, Jeffrey Herbst et Greg Mills, deux politologues connus dans le monde anglo-saxon (ils sont respectivement président de l'American Jewish University de Los Angeles et directeur de la Brenthurst Foundation de Johannesburg) affirmaient assez péremptoirement que « la communauté internationale doit reconnaître un fait simple: la République démocratique du Congo n'existe pas. Toutes les missions de maintien de la paix, les envoyés spéciaux, les processus diplomatiques et les initiatives diplomatiques fondées sur le mythe du Congo, c'est-à-dire l'idée qu'une seule puissance souveraine est présente dans ce vaste pays, sont voués à l'échec. Il est temps d'arrêter de prétendre le contraire »<sup>40</sup>.

Comme on peut le voir, il existe des experts qui penchent très nettement en faveur d'un démantèlement *de facto* du Congo dans le monde anglo-saxon. On peut supposer que certains d'entre eux ont pu, à des degrés divers, influencer les décideurs de leur pays dans les années 1990. En tout état de cause, lorsque l'AFDL attaque le Zaïre mobutiste, l'armée rwandaise fait office de colonne vertébrale de ce processus, lequel constitue une garantie de pacification des frontières du pays des mille collines. Il serait particulièrement téméraire d'affirmer que ces enchaînements relèvent tous de la parfaite coïncidence.

Néanmoins, l'opération de mise sous tutelle de l'est du Congo par le Rwanda et l'Ouganda va se heurter à un obstacle de taille. Laurent-Désiré Kabila, que les Rwandais et leurs parrains, sont allés chercher pour conduire l'AFDL, est bien décidé à ne pas être leur marionnette. C'est ainsi que l'ancien guérillero marxiste s'est mis à dos les puissances qui l'ont porté au pouvoir (et qu'il a clairement manipulées), par exemple en remplaçant « par des militaires katangais les officiers rwandais présents à ses côtés depuis 1996. Le 27 juillet 1998, ce devoir

---

<sup>38</sup> Jeune Afrique, n°1910-1911, août 1997.

<sup>39</sup> Remacle, Eric, Rosoux, Valérie, Saut, Léon (dir.), L'Afrique des Grands lacs. Des conflits à la paix, PIE Peter Lang S.A., Bruxelles, 2007, p.56.

<sup>40</sup> Jeffrey Herbst et Greg Mills, There is no Congo in *Foreign Policy*, 18 mars 2009.

d'ingratitude conduit logiquement le régime de Kinshasa à annoncer la fin de la coopération militaire avec le Rwanda et le départ des forces rwandaises du Congo »<sup>41</sup>.

La Deuxième guerre du Congo va alors éclater. Elle va durer de 1998 à 2003. 9 pays africains (l'Angola, le Zimbabwe, la Namibie, le Rwanda l'Ouganda, le Burundi, le Congo-Brazzaville, le Tchad et le Soudan) seront impliqués dans cette tentative de dépeçage d'un Etat souverain. Une trentaine de milices locales leur serviront d'auxiliaires. Derrière le conflit, on retrouve de gros intérêts occidentaux. En 1997, par exemple, Jean-Raymond Boule, le magnat mauricien principal actionnaire d'America Mineral Fields, compagnie spécialisée dans l'exploitation du cobalt, du cuivre, du zinc et des diamants et basée, à l'époque, à Londres, avait signé un contrat d'un milliard de dollars avec les nouvelles autorités congolaises après avoir organisé permis, au mois de mai, la visite à Lubumbashi de 30 investisseurs de haut rang, parmi lesquels Goldman Sachs, la First Bank de Boston et Morgan Greenfell<sup>42</sup>.

Il va de soi que le nationalisme du Mzee a lésé ces intérêts dès lors qu'à peine arrivé au pouvoir, il a clairement donné un coup de barre souverainiste à la conduite des Affaires étrangères de son pays en déclarant que « le Congo n'avait pas besoin de l'argent des impérialistes »<sup>43</sup>, tout en fréquentant des pays que les Etats-Unis qualifiaient de voyous, notamment la Libye et Cuba. On reviendra également sur le fait que la première capitale que Laurent-Désiré Kabila a visitée à l'étranger a été Pékin, à une époque où la Chine n'était pas encore une grande puissance mondiale incontournable comme c'est le cas aujourd'hui. Le moins que l'on puisse dire est que Kabila n'a pas cherché à séduire les Occidentaux.

Sur un plan plus clairement interne, l'affirmation de la souveraineté congolaise retrouvée, dans la conception, du moins, que s'en faisait Laurent-Désiré Kabila, a impliqué de rompre avec les forces (notamment, rwandaises) qui, jusque là, l'avaient soutenu. Cette ligne politique n'est pas tombée du ciel. En effet, la population congolaise était heurtée par le fait que des éléments rwandophones trustent les positions de direction au sein de l'appareil d'Etat au point de ressentir une partie de l'AFDL comme une force d'occupation. Chez nous, on n'a sans doute pas suffisamment pris la pleine mesure de la portée de cette hostilité des Congolais face à cette présence étrangère. Si l'unité et l'identité nationales congolaises sont à ce point factices, comment expliquer, dès lors, qu'elles aient pu autant mobiliser les populations locales face à des troupes étrangères ? Voilà ce qu'écrivait à cette époque un grand connaisseur de l'Afrique centrale : « contrairement à ce qu'une analyse superficielle pourrait laisser penser, les risques d'éclatement du Congo sont peu probables, du moins dans le contexte actuel; l'anarchie qui règne dans ce sous-continent de plus de 2,3 millions de km<sup>2</sup> et d'une cinquantaine de millions d'habitants n'a pas sapé un sentiment national que les épreuves traversées pourraient même conforter. Les protagonistes de la guerre civile se sont

---

<sup>41</sup> Remacle, Eric, Rosoux, Valérie, Saut, Léon (dir), op.cit., p.49.

<sup>42</sup> Georges Michèle, « Il mise 1 milliard de dollars sur Kabila », *L'Express*, édition mise en ligne du 22 mai 1997.

<sup>43</sup> Laurent-Désiré Kabila cité par Sawada, Mitziko, « Remarks on the war in the Democratic Republic of Congo » in Goyvaerts, D, « Conflict and Ethnicity in Central Africa », Tokyo, University of Foreign Studies, 2000, p.50.

battus pour le pouvoir et les avantages économiques auquel il donne accès, non pour dépecer le territoire »<sup>44</sup>.

Bref, pour le dire plus clairement, pour exploiter les richesses de la RDC sans devoir rendre de comptes à un Etat souverain porteur d'un projet de développement autonome et à ce titre, intéressé par un partage des revenus tirés des activités extractives, on préférera que le pays soit fractionné en micro-territoires utiles sur le plan économique. Et après coup, on justifiera cette entreprise d'éclatement et de division par un prétendu manque de cohérence et d'unité nationale. L'opération est cousue de fil blanc. La RDC reste aujourd'hui un territoire soumis à un jeu d'influences de la part de ses voisins, spécialement le Rwanda. Comment en est-on arrivé là ? En 2001, alors que la guerre fait rage, Laurent-Désiré Kabila est assassiné par un des enfants soldats de sa garde, Rashidi Kasereka. En filigrane de l'assassinat du président congolais, des analystes (comme les journalistes Marlène Rabaud et Arnaud Zajtman, auteur d'un documentaire sur le sujet en 2011) ont cru voir la main du Rwanda<sup>45</sup>, ce qui confirmait, au demeurant, la thèse des autorités congolaises<sup>46</sup>. A ce jour, aucune preuve n'a pu cependant être produite qui permettrait d'accuser formellement les autorités rwandaises.

Après le décès de Laurent-Désiré Kabila, c'est son fils, Joseph qui prendra sa succession. A la différence de son père, Kabila junior saura faire preuve de la ductilité nécessaire à la conduite d'un Etat en guerre contre des voisins plus puissants que lui. Il n'avait, d'ailleurs, guère le choix. Au moment de l'assassinat de son père, « les trois mouvements rebelles (le RCD-Goma soutenu par le Rwanda; son aile dissidente dirigée par le professeur Wamba di Wamba et appuyée par l'Ouganda; le Mouvement pour la libération du Congo, avec à sa tête Jean-Pierre Bemba, épaulé lui aussi par Kampala) contrôlaient plus de la moitié du territoire rwandais »<sup>47</sup>. L'accord de Sun City conclu en 2002 va permettre de doter le Congo d'une structure étatique moins contestée puisqu'intégrant les factions rebelles à l'exercice du pouvoir. Le nouveau pouvoir congolais conduit par Joseph Kabila bénéficiera d'une période de transition permettant de relancer un processus électoral à l'échelle de tout le pays. Toutefois, depuis plus de 20 ans, l'est de la RDC reste contrôlé indirectement par le Rwanda et ses alliés sur place qui exploitent les richesses de la région (principalement, le coltan entrant dans la fabrication des téléphones portables). Une forme de normalisation avec présence rwandaise dans la partie orientale du pays s'est peu à peu imposée en RDC au titre de Realpolitik.

Le mandat de Joseph Kabila devait normalement se terminer en 2016. Trois ans de crise politique vont retarder l'organisation d'élections jusqu'en 2019. C'est alors que contre toute attente, au terme d'un processus électoral sur lequel pèsent des soupçons de fraude, Félix Tshisekedi s'est imposé comme nouveau président de la RDC. Au départ de son mandat, un pacte de bonne intelligence et de collaboration l'avait rapproché de Joseph Kabila mais depuis juillet 2020, les camps kabiliste et tshisékédiste sont à couteaux tirés.

---

<sup>44</sup> Pourtier, Roland. « L'Afrique centrale dans la tourmente. Les enjeux de la guerre et de la paix au Congo et alentour » in Hérodote, vol. 111, no. 4, 2003, pp. 11-39.

<sup>45</sup> « Meurtre à Kinshasa. Qui a tué Laurent-Désiré Kabila ? » Documentaire réalisé par Marlène Rabaud et Arnaud Zajtman (écrit par Marlène Rabaud et Arnaud Zajtman), France, Belgique, 2011 (52 minutes)

<sup>46</sup> *Mort de Kabila : la RDC accuse ses voisins*, Libération, article publié le 24 mai 2001.

<sup>47</sup> Colette Braeckman, *La mort de Kabila: nouvelle donne dans la guerre en RDC*, Politique africaine n° 82 - juin 2001, p.151.

C'est à ce moment que l'on va assister à une modification des paramètres fondamentaux de la politique extérieure de la RDC. Durant son règne, Joseph Kabila avait largement ouvert l'économie congolaise aux investisseurs chinois et misait sur le développement économique pour stabiliser institutionnellement le pays. C'était une manière de tenter de régler l'épineux problème des provinces de l'Est en misant à long terme sur des facteurs de développement et de croissance économiques.

Alors que les luttes de pouvoir entre la nouvelle et l'ancienne présidence atteignent leur point culminant à l'été 2020, la nouvelle équipe dirigeante à Kinshasa opère un remarquable tête-à-tête. Les conflits avec les investisseurs chinois se sont alors multipliés. Il y a peu, le président congolais faisait, d'ailleurs, part de son intention de réviser les contrats miniers conclus entre la Chine et la RDC en 2008 sous la présidence de Kabila<sup>48</sup>. Parallèlement, les relations avec Washington se sont considérablement améliorées depuis l'accession à la présidence de Félix Tshisekedi<sup>49</sup>.

Il ne faut pas être grand clerc pour deviner les intentions politiques derrière cette renégociation des contrats conclus avec la Chine. Kinshasa a œuvré pour damer le pion au gouvernement rwandais en tant qu'allié privilégié des Etats-Unis en Afrique centrale alors que le Rwanda continue à pouvoir compter sur un fort soutien de Washington. Or, il est évident que pour peser face au camp kabiliste, le président Tshisekedi doit reprendre complètement le contrôle de l'est du pays et ce, à un moment où la guerre en Ukraine profile la RDC comme fournisseur alternatif de matières premières en amont des chaînes de valeur mondialisées de l'industrie. C'est, d'ailleurs, cette volonté de rapprochement avec les Etats-Unis qui explique le réchauffement du conflit à l'est du pays, une manière comme une autre pour Kigali d'entretenir à Washington le mythe du Congo « pays-continent » ingérable.

Depuis la reprise des combats à l'est de la RDC entre le M-23 (mouvement rebelle soutenu par le Rwanda) et l'armée régulière congolaise, on ne peut guère dire que les Européens ont fait preuve de flair et de sens tactique. Aucune coopération militaire d'envergure n'a été conclue entre le Vieux Continent et le Congo. On peut, à coup sûr, expliquer le caractère timoré de la politique européenne dans la région par la guerre en Ukraine. La situation de dépendance militaire à l'égard des Etats-Unis par le biais de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est bien connue et alors que la guerre fait rage en Ukraine, l'Oncle Sam ne comprendrait guère que l'Europe occidentale se projette en Afrique en le laissant s'occuper seul du conflit entre Kiev et Moscou, ce d'autant que le mythe du Congo sous-continent trop immense pour être gouverné (air connu) continue à hanter les esprits à Washington. Au passage, on dénoncera le caractère clairement néocolonial de ce type d'approches qui fait fi du droit du peuple congolais à l'autodétermination en dépit de ses aspirations les plus légitimes à l'unité nationale et à la paix. En définitive, l'impasse est donc aujourd'hui totale en RDC. Les Etats-Unis ne semblent pas prêts à renoncer à leur partenariat

---

<sup>48</sup> Radio Okapi, RDC : Felix Tshisekedi évoque « l'impérieuse nécessité » d'une revisitation du contrat chinois, 19 mars 2023.

<sup>49</sup> Romain Gras, « Entre la RDC et les États-Unis, un rapprochement contrarié » in *Jeune Afrique*, édition mise en ligne du 18 janvier 2023.

avec Kigali et les Européens ne vont pas, borbier ukrainien oblige, lever le petit doigt pour changer la donne à l'est du Congo.

Puisqu'il existe un et un seul peuple congolais, il convient de ne pas négliger l'importance politique de son ressenti devant ce qu'il convient bien de qualifier de boucherie. Nous avons trop souvent tendance à oublier en Europe que la guerre à l'est du Congo a fait, à ce jour, 5 millions de victimes. Dans ces conditions, on comprendra mieux pourquoi la popularité de la Russie est de plus en plus importante en RDC.

Il existe cependant des différences fondamentales entre les situations algérienne et congolaise. En effet, il n'est guère difficile d'envisager de continuer à vendre des armes à Alger dans le chef de Moscou. Même si à terme, le besoin de matériel de l'armée russe conduira probablement à des goulets d'étranglement dans la chaîne de production, ce qui fera diminuer mécaniquement les exportations russes à destination d'Alger. Cela dit, le rôle de fournisseur de la Russie auprès des forces armées algériennes est à ce point important qu'une diminution temporaire des livraisons d'armes à Alger ne modifiera pas substantiellement les relations entre les deux pays. En revanche, il ne semble guère possible d'imaginer que l'armée russe et le groupe Wagner puissent concentrer, dans un avenir proche, une partie de leurs forces en RDC à court et moyen terme. Tant l'immensité du territoire que les besoins en matériel des forces armées congolaises excluent un tel scénario, à l'heure où l'engagement en Ukraine est prioritaire côté russe

Pour l'heure, l'appel à une ambition européenne pour l'Afrique se heurte à la satellisation du Vieux Continent dans l'orbite de l'OTAN. Plus que la montée de la Chine et des autres grands pays émergents, l'atlantisme constitue une garantie de marginalisation de l'Europe sur la scène internationale. A force de se satisfaire d'un rôle de géant économique et de nain politique, l'Europe se condamne irrémédiablement à l'insignifiance. Depuis trop longtemps, son statut de puissance subsidiaire derrière les Etats-Unis à l'intérieur du bloc occidental a empêché l'Europe de se frotter aux réalités d'un monde dont la hiérarchie des puissances a été bouleversée en finalement fort peu de temps.

Par exemple, il y a 20 ans, le PIB de la Chine, par exemple, était inférieur à celui de l'Arabie saoudite. Aujourd'hui, Pékin a acquis un statut lui assurant un rôle d'intermédiaire incontournable dans les relations entre Ryad et Téhéran. En tout état de cause, l'Afrique, dans ce monde qui bouge aussi vite, n'attendra pas que l'Europe se réveille pour avancer. De toute manière, derrière la Russie et la Chine, d'autres émergents, comme l'Inde ou la Turquie, avancent énergiquement dans la poursuite de leurs agendas africains.

Il n'est pas (encore) trop tard pour l'Europe en Afrique mais il est plus que temps. Nous n'avons certainement pas l'éternité devant nous.